

**DOSSIER
NATIONALISATION**

LE PCF ET LES NATIONALISATIONS : OUVRIRE LA VOIE AU CAPITALISME D'ÉTAT

Juin 77. C'est le moment où se renégocie le programme commun entre ses trois signataires de 1972. Trois mois après le succès électoral de la gauche aux municipales, l'Union de la Gauche apparaît pour ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : une alliance tactique entre deux forces porteuses d'intérêts différents, une alliance visant à accéder au gouvernement en «montant sur le dos des travailleurs». Les Radicaux de Gauche, ces notables boutiquiers, n'en parlons pas...

Débat révélateur entre Barre et Mitterrand à la télévision ; discours tonitruants de Marchais à toutes occasions et sortie des chiffres, des plans, des programmes du PCF ; magouilles au sein d'un PS qui voudrait bien donner l'image de l'unité ; contradictions au sein du PCF entre les tenants de la ligne du XXII^e Congrès, les «démocrates», les «russes» ; voilà les remue-ménages de la «classe politique» de gauche qui estompent quelque peu la poursuite des affrontements dans les fractions de droite de la bourgeoisie.

Serait-ce entre les «projets de sociétés» proposés par la gauche et la droite qu'il nous faudrait choisir en mars 78, dans moins d'un an ?

L'écrasante majorité des travailleurs n'entretient pas la moindre illusion sur la société libérale avancée de Giscard : le ministre plan Barre fait contre lui l'unanimité des masses, une unanimité qui ne parvient pas à s'exprimer en raison du blocage des luttes imposé par les partis de gauche préoccupés uniquement par les échéances électorales.

Mais qu'en est-il du projet de la gauche ? Quel écho recueille-t-il chez les travailleurs ? Il ne suscite ni enthousiasme, ni adhésion souvent entendue : «de toutes façons, ça ne peut pas être pire». Et si les succès électoraux servent à la gauche, pour affirmer sa crédibilité, ils ne signifient qu'une chose : l'alternative révolutionnaire, expression des aspirations profondes des masses, véritable réponse à la crise, n'est pas aujourd'hui encore suffisamment présente de façon consciente dans la classe ouvrière, ou — ce qui va de pair — la compréhension du projet de la gauche, et spécialement du PCF, n'est pas acquise dans de larges secteurs de notre peuple.

En s'appuyant sur l'expérience pratique que la classe ouvrière fait chaque jour du révisionnisme, les communistes doivent faire en sorte que la multitude de petits faits

révélateurs de la nature de classe du PCF puisse s'ordonner en cette compréhension d'ensemble de la logique capitaliste de ce parti. Et alors ce que l'on entendra de toute part sera : «Ce sont de nouveaux bourgeois».

L'étude, dont nous publions dans ce numéro la première partie, est une contribution à cette nécessaire clarification du projet du PCF. Elle est axée sur le plan de nationalisation préconisé par le PCF, sur sa logique, sur les effets que ces mesures peuvent avoir sur les travailleurs. L'examen détaillé de ces propositions doit être effectué à la lumière de la réalité concrète de la crise actuelle de l'impérialisme. Car, sous peine de ne «convaincre que les convaincus», la simple référence «aux principes» ne saurait suffire. Cela est d'autant plus nécessaire que le discours propagandiste du PCF prend de nombreuses libertés avec la réalité ; avec la réalité de la société actuelle comme avec la réalité de son projet. Non pas parce que les propositions du PCF n'ont aucune portée concrète, qu'elles ne sont que du vent. Mais parce que les transformations réelles qui résulteraient de l'application de son projet — s'il en avait l'occasion — n'apporteraient pas à la classe ouvrière, aux autres couches du peuple, les «bienfaits» tant promis.



Pour mener à bien cette étude, nous avons fait le choix de centrer l'analyse sur quelques projets précis de nationalisation d'entreprises appartenant à quatre branches industrielles.

La première est la sidérurgie pour laquelle une lutte aiguë se déroule entre le PCF et le PS à la fois sur le terrain — notamment en Lorraine —, et au niveau des états-majors, dans le cadre de la renégociation du programme commun. Les trois autres branches étudiées (chimie, aéronautique et électronique) sont incluses d'ores et déjà sur la liste des nationalisations.

GROUPES NATIONALISABLES

D'APRÈS LE PROGRAMME COMMUN DE 1972

- DASSAULT
- ROUSSEL-UCLAF
- RHÔNE-POULENC
- PÉCHINEY-UGINE-KUHLMANN
- SAINT GOBAIN PONT À MOUSSON
- ITT FRANCE
- THOMSON-BRANDT

- CII-HONEYWELL BULL
- COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ELECTRICITÉ

ADDITIF PROPOSE PAR LE PCF, MAI 1977

- DENAIN-NORD-EST LONGWY
- MARINE-WENDEL
- SCHNEIDER
- CHIERS-CHÂTILLON
- CFP
- PEUGEOT-CITROËN

Ce sont donc 13 des 15 groupes que le PCF propose de nationaliser dans le cadre de l'application du programme commun qui sont concernés par l'étude des quatre branches industrielles retenues.

Nous avons préféré mener des études par branche plutôt que par groupes car les problèmes que rencontrent ces groupes, souvent diversifiés sur plusieurs branches, sont différents selon leurs diverses activités : par exemple, la situation de la chimie chez PUK se présente très différemment de celle de son activité dans le nucléaire. D'autre part, les projets du PCF visent à regrouper dans de nouveaux ensembles industriels, les activités de même nature des divers groupes nationalisés.

Ce type d'analyse par branche introduit pourtant une limite im-

portante dans l'étude. En effet, l'examen des nationalisations ne peut être détaché de la logique de fonctionnement du secteur public et plus largement de la politique économique proposées par le PCF («relance de la consommation»... ; «lutte contre les gaspillages» ; «nouvelle croissance» ; «coopération internationale»...). C'est pourquoi avant d'étudier les projets de nationalisation branche par branche (chapitres 2 à 5), nous présenterons le cadre général des propositions du PCF et la place des nationalisations dans ce cadre (chapitre 1). Après l'enrichissement de cette présentation globale par les études de branches, nous présenterons dans un dernier chapitre la caractérisation du projet du PCF comme la marche, non vers le socialisme, mais vers une société fondée sur le capitalisme d'État. ■

Le champ de l'étude

- La nationalisation de la sidérurgie concerne quatre grosses industries : Usinor (Denain-Nord-Est-Longwy), de Wendel (Marine-Wendel), Chiers-Châtillon (CICC) et Schneider.
- Les nationalisations dans la chimie touchent principale-

ment Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, ainsi que les secteurs chimie de PUK, de Saint-Gobain de la CFP.

- La nationalisation de l'aéronautique concerne Dassault.
- Celle de l'électronique Thomson-Brandt, la CGE et CII-Honeywell-Bull.

UN PEU D'HISTOIRE : LES NATIONALISATIONS ET LA GAUCHE DEPUIS 1965

• Lorsque Mitterrand annonce en septembre 1965 sa candidature à l'élection présidentielle le mois de décembre, c'est un soulagement pour le PCF qui ne voulait pas présenter de candidat de peur de faire un très mauvais score. Cette candidature fait suite à l'échec essuyé par Defferre dans sa tentative de réaliser une alliance des socialistes avec le centre et tout naturellement, Mitterrand axe son ouverture vers le PCF. Mais il se refuse à négocier quel que programme que ce soit. Sa base, ce sont les clubs, ces groupuscules de salonards de gauche regroupés dans la Convention des Institutions Républicaines. Après la mise en ballottage de de Gaulle (au deuxième tour le partage est de 45/55), ce qui constitue un succès personnel de Mitterrand, celui-ci a le vent en poupe. Il impulse la formation de la FGDS qui publie en juillet 66 son programme et forme un «contre-gouvernement». Le programme de 1966 ne comporte dans sa partie économique, comme référence aux nationalisations que la formule suivante : «Que le secteur public soit étendu aux entreprises dont l'État assure la totalité des débouchés», ce qui ne vise, en fait, que les industries d'armement ; et se contente de proposer une vague «planification démocratique», la reprise des investissements, une réforme de la fiscalité et du crédit. Le mot qui revient constamment et qualifie ce projet, c'est «réformes».

• Fin 66, un accord électoral pour le deuxième tour des législatives de 1967 est signé entre la FGDS et le PCF tandis qu'en février 68, est publiée une déclaration commune entre les deux partis sur leurs points d'accord et de désaccord concernant une «plate-forme» commune. La FGDS y parle de nationalisations : «nationalisation des banques d'affaire». Pour d'autres secteurs, elle parle de «placer sous le contrôle de l'État, par des mesures d'encadrement appropriées, les industries qui

bénéficient d'un monopole de fait comme la sidérurgie ou qui dépendent étroitement des fonds publics comme l'informatique ou les industries pharmaceutiques». Pour le PCF, «le contrôle public complet du crédit ne peut être assuré sans la nationalisation conjointe des principales banques de dépôt et d'affaires et des principales compagnies d'assurances... Il estime indispensable d'étendre progressivement la nationalisation aux secteurs-clés... : l'électronique, l'aéronautique et le transport aérien, le pétrole, le nucléaire, la chimie, la sidérurgie, l'automobile». L'engagement de la FGDS dans la voie des nationalisations est, on le voit, tout à fait limité, alors que le PCF annonce déjà un projet très proche de celui qu'il défend aujourd'hui. Notons par ailleurs que, sur la politique extérieure, les points de divergence l'emportent sur l'unité : problème de l'Europe supranationale, alliance atlantique, ouverture à l'Est.

• Mai 68 met en pièces le savant assemblage réalisé dans la FGDS de la SFIO, du parti radical et des clubs. Du même coup, Mitterrand s'efface, et lorsqu'à la suite du départ de de Gaulle, le 28 avril 1969, les socialistes présentent Defferre aux élections présidentielles de juin, celui-ci ne recueille que ... 5,1% des voix !

• Mitterrand, de juillet 1969 (Congrès d'Issy-les-Moulineaux) à juin 1971 (Congrès d'Épinay), prépare son retour en force dans le Parti Socialiste qui a pris la suite de la défunte FGDS. Il conquiert la direction du PS grâce à l'appui de l'aile gauche (le CERES) au Congrès d'Épinay. Un programme pour le PS est mis en chantier et est adopté en mars 72 sous le titre de «Changer la vie». Ce texte de compromis entre les divers courants du PS est marqué, notamment dans sa partie économique de l'empreinte du CERES. Mais avant tout, ce pro-

gramme est conçu comme la référence du PS dans la négociation du programme commun qui s'engage immédiatement et aboutit en juin 72. Si le texte du PS marque une évolution par rapport aux positions anciennes des socialistes sur les nationalisations, c'est fondamentalement parce que l'acceptation du principe d'un certain nombre de nationalisations industrielles est une condition essentielle posée par le PCF pour signer un programme commun. Or, en 1972, le PS ne peut sortir du trou dans lequel il s'est enfoncé après 68 que grâce à l'alliance avec le PCF. L'acceptation d'un petit paquet de nationalisations est ainsi le prix payé par le PS pour l'adoption du programme commun qui doit être le moyen de refaire surface. (Dans ces conditions, l'apport et l'appui du CERES s'imposent. Cette ouverture sur la gauche du PS prendra fin en 76 lorsqu'il aura atteint son but : devenir le premier parti de la gauche. L'éviction du CERES des organes dirigeants au Congrès de Pau et les récents rappels à la discipline adressés au CERES s'expliquent ainsi).

Le ralliement tactique du PS au principe des nationalisations s'exprime nettement dans les négociations de 72 : refus d'un programme large de nationalisations (notamment refus formel de nationaliser la sidérurgie), volonté de s'en tenir à une nationalisation de type financière (les holdings) ne touchant pas au statut des filiales industrielles des groupes nationalisés.

• La renégociation en cours confirme nettement les réticences du PS face aux nationalisations industrielles, révèle le caractère tactique de leur acceptation par Mitterrand. Cela est un indice important de la différence de projet politique poursuivi par les deux principaux partenaires de l'union de la gauche. ■



Ansart, dirigeant du PCF devant une usine de Metz : canaliser le mécontentement vers le projet du PCF

LA PLACE DES NATIONALISATIONS DANS LE PROJET DU PCF

En quoi consiste pratiquement la nationalisation d'une entreprise ? C'est le transfert à l'État de la propriété du capital de l'entreprise : les anciens actionnaires privés (personnes, sociétés, banques...) doivent céder (avec ou sans indemnisation, selon les cas) leurs droits à l'État. Ces droits attachés à la propriété du capital, consistent en fait à intervenir dans les décisions du conseil d'administration portant sur la marche de l'entreprise. L'État peut soit exercer directement son contrôle sur l'entreprise nationalisée, soit déléguer ce contrôle à une nouvelle société à caractère public.

La constitution prévoit la possibilité de réaliser des nationalisations : le préambule de celle de 1946 indique : *« Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité »*. Celle de 1958 est plus discrète mais, se référant au préambule de 1946, elle confirme ce principe et stipule à l'article 34 que *« la loi fixe également les règles concernant : ... les nationalisations d'entreprises... »*.

Prévues par la « loi suprême » de notre société bourgeoise, des nationalisations ont effectivement été réalisées en 1936-37 (aéronautique, SNCF) mais surtout en 1944-46 (charbonnage, EDF-GDF, Renault, banques de dépôt). Depuis l'État a constitué certaines entreprises publiques telles que

l'ERAP (pétrole) et il a aussi développé les filiales de nombre de sociétés publiques.

A l'étranger, notamment en Grande Bretagne et en Italie des secteurs publics de grande importance ont été développés par la bourgeoisie.

On voit donc que la nationalisation, en tant que transfert à l'État de la propriété des entreprises, est parfaitement compatible avec le fonctionnement de la logique capitaliste, celle du profit.

La gauche et spécialement le PCF ne peuvent nier ce fait, qu'atteste tous les jours l'expérience des travailleurs qui subissent l'exploitation capitaliste dans les entreprises publiques. Pour défendre leurs propositions ils tiennent un double discours.

Vis-à-vis du passé ils expliquent que les nationalisations ont *« un bilan qui reste très positif »* puisqu'elles ont *« permis la reconstruction et le relèvement du pays »* (*Économie et Politique* n° 271) et qu'elles jouent aujourd'hui un rôle positif dans la crise ! Admettre que le bilan est positif parce que les entreprises publiques ont permis de relever (non pas le pays mais) *l'économie impérialiste* c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs et l'oppression des peuples dominés, voilà qui situe déjà clairement de quel *point de vue de classe* se place le PCF ! Mais voilà, nous disent-ils le *« bilan est contradictoire »*. Parce que tous ces soi-disant bienfaits auraient été acquis par l'exploitation des travailleurs ? Nullement : d'après le PCF c'est le « pouvoir des monopoles » qui organise le sabo-

tage du secteur public : «*Nous accusons Giscard, Barre et leurs ministres de mener une offensive contre le secteur public, de désorganiser consciemment sa gestion, pour des raisons de politique politicienne, partisane (!), qui n'ont rien à voir avec l'intérêt de la France*». On voit combien le PCF est préoccupé de «l'intérêt de la France», formule qui vise à masquer le contenu de classe du pouvoir (ne reproche-t-il pas à Giscard d'être «partisan», comme si ce n'était pas son rôle), et combien il se désintéresse de la seule question importante pour les travailleurs : la nationalisation a-t-elle été le moyen d'abolir l'exploitation ?

En fait la «contradiction» est conçue par le PCF comme la somme de deux éléments différents, mais côte à côte :

- les nationalisations auraient été *en soi* une bonne chose (parce qu'elles ont permis le développement des forces productives)

- mais l'*usage* qu'en fait la droite est mauvais.

Le mauvais usage que la bourgeoisie actuelle fait des entreprises publiques serait dû au fait que par leur nature même (le premier aspect de la «contradiction») ces entreprises remettraient en cause le capitalisme. C'est ce que dit le manuel du PCF, le «capitalisme monopoliste d'Etat» (Chapitre II p. 354). «*L'entreprise nationalisée, contradiction au sein du système*» et «*les nationalisations, lieu où se nouent les contradictions du système*». (chapitre II, p. 351) dit le PCF. S'il existe bien une contradiction spécifique entre des contradictions entre des fractions différentes du capital privé, l'existence des entreprises nationalisées n'est pas le point où se nouent les contradictions du système ! Les rapports de production restent capitalistes et entretiennent la contradiction fondamentale entre le travail et le capital. Le fait que certaines entreprises fassent des bénéfices (Renault) ou des déficits (SNCF, Charbonnages) ne change rien à l'affaire : dans les deux cas les travailleurs produisent de la plus value qui dans le premier cas reste entre les mains de l'entreprise et

est transférée à d'autres dans le second cas. Et, au contraire de ce que laisse entendre le PCF, le développement des entreprises nationalisées après la Libération a permis à l'impérialisme français d'atténuer les contradictions de son développement en fournissant au capital un instrument perfectionné d'accumulation : pour la réorientation des capitaux vers de nouveaux secteurs et l'assainissement des secteurs de base (énergie, transport), par les transferts de valeurs (tarification, commandes publiques, crédit...) vers les secteurs moteurs du développement (chimie, électronique, métaux non ferreux...)

Ainsi attribuer *en soi* un caractère positif aux entreprises publiques est une falsification. La nationalisation en système capitaliste c'est l'intégration des entreprises publiques dans la logique du profit, c'est le maintien de la séparation des producteurs (les ou-

vriers) d'avec leurs moyens de production. Toute autre est la nationalisation dans un système où les travailleurs sont maîtres de la production : le socialisme.

Pour défendre son projet d'élargissement du secteur public le PCF prétend «*redonner aux nationalisations toute leur portée*» par la démocratisation de la vie économique et politique, par la «démocratisation de l'Etat». Dans la logique de son analyse du secteur public actuel, le PCF propose en somme de mettre la gauche au pouvoir pour faire un «bon usage» des nationalisations. Réciproquement il présente les nationalisations comme le «levier» permettant d'imposer ces transformations démocratiques. Ainsi nationalisation, planification et gestion, qualifiées toutes trois de démocratiques constituent-elles l'ossature de la propagande du PCF.

LES NATIONALISATIONS, SOURCE DE POUVOIR

Face à l'autogestion du PS, perspective suffisamment vague pour que chacun y mette ce qu'il veut, le PCF défend ses propositions de gestion démocratique. L'opposition entre PS et PCF sur cette question est suffisamment nette pour que dans l'édition de 1972 du programme commun il soit indiqué :

«*Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles — que le Parti Socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti Communiste Français dans le développement permanent de la gestion démocratique...*» (Programme commun p. 111)

Nous allons voir dans la suite que cette opposition repose sur la volonté du PS d'empêcher le PCF de mettre en place son appareil d'encadrement et de contrôle de la vie économique et sociale. Mais cette opposition résulte aussi de la tentative du PS (surtout dans le

courant CERES) de se faire le porte-parole des inquiétudes existant dans les masses, face aux propositions de gestion démocratique.

Car une grande défiance existe chez de nombreux travailleurs — sur la base de leur expérience — vis-à-vis de la «démocratie» tant vantée par le PCF mais si peu pratiquée en fait. Cette défiance est particulièrement vive chez beaucoup d'ouvriers combattifs qui ont choisi la CFDT pour syndicat pour échapper au «centralisme bureaucratique» que le PCF tente d'imposer par tous les moyens dans la CGT.

Mais la tentative de récupération du PS a plus de chance de réussir au moment où les propositions de ce parti réformiste apparaissent de plus en plus clairement comme une gestion loyale du capitalisme. C'est aux révolutionnaires, armés d'une perspective stratégique claire : le socialisme, qu'il incombe de tracer la véritable alternative à la «gestion démocratique» du PCF : la démocratie prolétarienne. Mais voyons le détail des propositions du PCF.

Le PCF voudrait étendre la gestion démocratique aux différents niveaux de la vie sociale. Au niveau de l'entreprise ses propositions visent à élargir le rôle des comités d'entreprises et à transformer les comités d'administration là où il y aura nationalisation. Au niveau central, il s'agirait selon le PCF de réaliser la démocratisation de l'État. Enfin, à un niveau intermédiaire (pour l'essentiel celui des régions) il propose la mise en place «d'organismes démocratiques» tels que les conseils économiques et sociaux régionaux.

Nous allons montrer dans ce qui suit que les propositions du PCF de gestion démocratique visent à asseoir dans la vie économique et sociale un nouveau pouvoir, se substituant aux actuels gestionnaires du capital, un pouvoir qui — au nom des travailleurs — serait exercé par les responsables syndicaux (évidemment le PCF songe principalement à la CGT, syndicat dominant et directement contrôlé par lui).

Cette «prise de pouvoir» s'appuierait pour l'essentiel sur les entreprises du secteur public. // *s'agirait en somme de transformer le changement formel de propriété juridique des entreprises que représentent les nationalisations en un changement du pouvoir effectif de décision.* La gestion démocratique constituerait alors un complément politique de la nationalisation et de la planification. Les gens du PCF veulent ainsi éviter que les nationalisations soient confisquées par la bourgeoisie actuelle ce qui leur retirerait toute prise sur la marche effective des affaires.

La critique du projet du PCF sur ce point doit être menée à deux niveaux, en fait étroitement liés :

- d'une part les propositions du PCF d'organisation de la gestion démocratique révèlent la défiance qu'a ce parti vis-à-vis des masses, défiance qui se traduit par les garde-fous qu'il établit entre les travailleurs et les organes de pouvoir.

- d'autre part le contenu même de la politique qui serait menée par le PCF grâce à la maîtrise de ces instruments de pouvoir, loin d'ouvrir

la voie au socialisme, conduirait à la constitution et à la consolidation d'une société fondée sur le capitalisme d'État.

En dernière analyse c'est ce deuxième aspect qui détermine le premier. En effet c'est parce que le projet du PCF est étranger aux aspirations des masses, parce qu'il leur est contradictoire, que le rapport du PCF aux masses est emprunt de défiance. Mais l'attitude qu'il adopte ainsi est en retour un indice de la véritable nature de son projet.

Davantage de pouvoir aux syndicats : pour quoi faire ?

Au conseil d'administration des entreprises nationalisées les syndicats seront présents par les «représentants élus du personnel». Le comité d'entreprise verra ses compétences élargies. Ce renforcement du rôle des syndicats se fera au profit de qui ?

- Le mode de désignation des élus est significatif de la volonté du PCF d'éviter tout débordement de la base : *«Les représentants des salariés dans le conseil d'administration seront choisis par l'ensemble du personnel sur les listes présentées par les organisations représentatives».* Pourquoi les ouvriers d'un atelier ne proposeraient-ils pas des candidats ? Ce serait pourtant conforme à la démocratie.

- Les dirigeants de la CGT soulignent clairement la subordination des élus des travailleurs non pas aux travailleurs eux-mêmes, mais aux structures syndicales (que le PCF compte bien contrôler) qui les ont désignés comme candidats : *«Certainement les élus des travailleurs auront un rôle important à jouer dans ce combat (gérer l'économie)... Mais la responsabilité principale incombera à l'organisation syndicale».*

Compte-tenu du poids du PCF sur les structures de la CGT, le renforcement du rôle des syndicats se traduirait en fait par la mise en place d'un encadrement par le PCF de la classe ouvrière dans la production et la formation d'une nouvelle caste de dirigeants de l'économie issue de l'appareil du PCF et de ses hommes dans la CGT.

L'ALLIANCE AVEC LES I.T.C.

On sait que le PCF a une politique d'ouverture en direction des cadres, politique qui a été confirmée et accentuée au XXII^e congrès. Sur quoi cela débouche-t-il dans le cadre de la gestion démocratique ?

Le rôle des cadres dans le fonctionnement hiérarchique de l'entreprise est confirmé au nom de la nécessaire «structure opérationnelle» (structure de commandement distinct de l'exécution des tâches) : *«La démocratisation que nous voulons réaliser n'a certes pas pour but de désorganiser la production. Elle ne confond pas la marche opérationnelle de l'entreprise et les droits démocratiques des travailleurs»* (Rapport CGT gestion démocratique p. 12). Simplement le rapport de la CGT souhaite que se créent «des relations d'association entre cadres et exécutants», ce qui reste bien vague.

Mais le contenu de cette association se trouve précisé par la CGT : *«L'idée que les cadres se font de leurs prérogatives, est fonction avant tout de ce qu'a été leur place dans la société passée. Nous pouvons leur demander de la modifier mais il faut que les solutions concrètes... prennent en compte ce qu'il y a de justifié dans leur vision des choses»* (Rapport CGT gestion démocratique p. 12). La CGT ne nous dit pas «ce qu'il y a de justifié dans leur vision des choses», mais annonce clairement son objectif : offrir aux cadres «une place dans la société» telle qu'ils collaborent activement à la réalisation des projets de l'Union de la Gauche.

C'est donc à la réalisation d'une *alliance privilégiée* avec les cadres que s'emploie le PCF pour gérer l'économie et disposer des hommes compétents. C'est pourquoi on peut être sûr que le nombre de représentants des salariés seront des ITC proposés par les syndicats au nom de leur compétence.

D'autre part le maintien de la structure opérationnelle, même renouvelée, hors du contrôle direct des travailleurs constitue une barrière très importante au pouvoir des masses en même temps qu'une garantie pour la survie des cadres en tant que «salariés» placés au-dessus des travailleurs.

LES CONTRADICTIONS DE CETTE STRATÉGIE

Le projet du PCF d'ancrer son pouvoir au niveau des entreprises et des organismes «socio-économiques» pour devenir les véritables détenteurs des moyens de production, rencontre de nombreuses contradictions.

- Contradictions avec les actuels propriétaires qui s'expriment par la campagne anti-nationalisation de ceux qui gouvernent aujourd'hui la France.

Face à cette contradiction, le PCF développe largement sa campagne de propagande sur le thème «la nationalisation des *monopoles* répond aux intérêts de la France» tout en ménageant les PME et en évitant de faire apparaître sa volonté d'hégémonie sur la société.

- Contradictions avec de nombreux cadres qui, comme le dit la CGT, ont encore des idées liées à la «société passée». Vis-à-vis d'eux le PCF engage un travail patient d'alliance.

- Contradictions avec le PS qui, moins implanté dans la classe ouvrière que le PCF, bénéficiera moins que lui de la gestion démocratique pour établir son emprise au niveau de l'entreprise. Par contre le PS est mieux placé que son partenaire pour prendre pied dans l'appareil central et par ce biais dans les conseils d'administration. C'est pourquoi il n'est guère intéressé par un programme large de nationalisations, et préférerait limiter celles-ci aux seules sociétés mères.

Toutes ces contradictions concernent, à des titres divers, les rapports du PCF avec la bourgeoisie

actuelle. Mais il en existe d'autres, aujourd'hui moins apparentes : ce sont les contradictions qui opposent le PCF aux masses. Un premier indice de l'existence de ces contradictions a été souligné précédemment : c'est le refus du PCF de faire confiance directement aux masses, sa volonté d'agir pour leur compte par le biais des structures de la CGT. Et lorsque le PCF insiste sur la nécessité de mobiliser les masses ne s'agit-il pas tout simple-

ment d'appeler les travailleurs à jouer le rôle de groupe de pression au service de ses visées politiques et en retour d'encadrer la classe ouvrière pour éviter tout débordement ? La réponse affirmative à cette double question ne pourra être pleinement convaincante qu'après l'examen de la politique que le PCF entend mettre effectivement en œuvre. Nous reviendrons donc sur cette question au terme même de cette étude.

LES NATIONALISATIONS BASE D'UNE «NOUVELLE GESTION»

Après avoir posé un certain nombre de jalons sur la signification du projet de nationalisation du PCF quant au pouvoir, il est nécessaire de présenter les propositions que fait le PCF dans sa propagande pour une nouvelle gestion de l'économie visant, dit-il, à «sortir la France de la crise». Les rapports existant entre cette propagande et son véritable projet sont rendus complexes par un double biais. D'une part, il s'agit pour l'essentiel de mesures conjoncturelles qui donc ne reflètent qu'imparfaitement son projet. Se contentant d'affirmer que le programme commun «ouvre la voie au socialisme», le PCF ne nous livre pas de façon explicite sa conception de la société de demain.

D'autre part, le PCF, promettant beaucoup à la classe ouvrière, pour bénéficier de son soutien, masque soigneusement toute une série de contradictions et par conséquent, au profit de qui elles seront tranchées.

Mais l'examen de ses propositions concrètes, immédiates, a tout de même un grand intérêt. Cela permet en effet de mettre à nu ces contradictions cachées et par conséquent, de combattre la démagogie des propositions du PCF tout en précisant son projet réel.

La propagande du PCF peut se résumer ainsi :

- Les réformes de structure (nationalisations, planification démocratique) doivent redonner à la France la maîtrise de son développement en privant les monopoles de leur puissance.

- Cette maîtrise doit se traduire par une nouvelle croissance fondée sur le développement du marché intérieur et la réduction des gaspillages. Cela permettrait de satisfaire les besoins des masses populaires.

- Grâce à cette puissance économique retrouvée, la France au-

rait une place favorable dans les rapports économiques avec l'étranger, qui de surcroît seraient réorientés vers des pays amis (Tiers-Monde et surtout pays de l'Est).

- Pour assurer le décrochage par rapport au développement actuel de la crise, la politique économique conjoncturelle serait axée sur la relance de la consommation, l'établissement d'un protectionnisme passager et sélectif, le blocage des prix...

L'instrument favorable de ce «changement de cap», ce sont les nationalisations industrielles et financières présentées comme le moyen de redonner «à la France» le contrôle de son économie.

LA «NOUVELLE CROISSANCE»

On connaît l'analyse que le PCF fait de la crise : les monopoles, grâce au soutien multiforme de l'Etat, gaspillent les ressources, appauvrissent ainsi la France et l'affaiblissent vis-à-vis de ses concurrents.

La «nouvelle croissance» serait une nouvelle logique de développement, rendue possible par le retour à la nation des grands moyens de production, qui, paraît-il, ne serait plus guidée par le seul but du profit, mais par le souci de «justice sociale». Cela est possible et nécessaire, dit le PCF. Possible, car il suffirait de réduire les gaspillages pour pouvoir donner plus à ceux qui travaillent. Nécessaire car le progrès social serait le moteur du progrès économique.

Cette nouvelle croissance devrait se traduire en premier lieu par la priorité accordée à la satis-

faction des « besoins sociaux et nationaux ». Ainsi, la production nationale devrait couvrir plus largement la consommation intérieure : c'est par exemple le sens de la propagande sur le rapatriement des travaux d'imprimerie. D'autre part, le développement de la consommation populaire offrirait de nouveaux débouchés à la production nationale et stimulerait donc son activité. Ainsi, le développement du marché intérieur constituerait la base de la puissance de notre économie.

Du point de vue de la politique économique à court terme le PCF préconise de réaliser une relance de la production par celle de la consommation populaire : hausse des salaires et des prestations sociales, développement des équipements sociaux et collectifs, résorption du chômage. La « démonstration » du PCF est connue : « J'ai de l'argent, donc je peux acheter. Il peut acheter, donc je peux vendre. Il peut vendre donc, je peux fabriquer. Il peut fabriquer, donc je peux travailler. Je peux travailler, donc j'ai de l'argent... et la fête continue » dit un tract de la direction de la CGT.

Ainsi une fois relancée, la production, en pleine harmonie avec la consommation, continuerait sa croissance saine.

Mais peut-on amorcer la pompe ? Oui, dit le PCF puisqu'aujourd'hui, règnent dans tous les domaines, d'immenses gaspillages. En premier lieu, le sous-emploi des hommes (le chômage) et des machines ; mais aussi, la destruction de « pans entiers de l'économie nationale », la mise au rebus d'équipements en état de fonctionner... Il suffirait donc de faire cesser ces gaspillages pour dégager les ressources nécessaires à la relance.

C'est sur cette orientation que s'appuie le chiffrage du programme commun publié le 10 mai par « L'Humanité ».

Cette nouvelle croissance suppose un large recours au progrès technique, à la mise en œuvre de ce que le PCF appelle la « révolution scientifique et technique ». Pour rassurer les travailleurs qui de tout temps ont fait l'expérience que la modernisation de la production signifie chômage pour les uns et intensification du travail pour les autres, le PCF annonce que cette fois-ci ce ne sera pas

le cas, qu'au contraire, les investissements auront pour résultat d'améliorer les conditions de travail et d'en alléger la durée. Comment ? Toujours grâce à la réduction des gaspillages, aux « économies de moyens matériels ».

Mais la relance de la consommation par la hausse des salaires n'entraînerait-elle pas une relance de l'inflation qui annulerait bien vite ce qui aurait été donné ? La réponse du PCF est simple : il suffirait de bloquer les prix.

Ainsi, sur le plan national, toute cette mécanique a l'air bien au point. Seulement, à ce seul niveau, il se pose toute une série de questions sur lesquelles le PCF reste muet, y compris dans son chiffrage.

- L'équilibre de ses comptes repose pour une large part sur l'évaluation qui est faite des « ressources créées et des économies de gachis matériels » qui représentent 298 milliards sur les 344 nécessaires pour équilibrer les nouvelles dépenses des entreprises. Alors que le PCF n'a pas encore établi de comptes sectoriels (sauf pour la sidérurgie), cette évaluation est complètement arbitraire et n'est obtenue que par l'équilibrage des comptes après coup.

- Les investissements supplémentaires nécessaires pour mettre en œuvre la « nouvelle croissance » devraient être très importants. Or, les comptes du PCF ne font apparaître que 33 milliards supplémentaires. Conscients de la faiblesse de cette évaluation, les experts du PCF laissent entendre que cela est normal, car d'importantes économies seraient réalisées sur les investissements actuellement mal « orientés ». Le problème, c'est que ces économies ont déjà été comptées en recettes dans les 298 milliards !

- Le PCF jurant ses grands dieux qu'il n'imposera pas sa dictature sur les entreprises privées, ne nous explique pas comment il imposerait au secteur capitaliste privé l'embauche de centaines de milliers de travailleurs par an. Car ce n'est pas le sec-

teur capitaliste public qui ne regrouperait que le quart de la main-d'œuvre qui pourrait absorber tous les chômeurs.

- La prétendue économie de « gâchis financiers » n'est qu'un tour de prestidigitation puisque les 40 milliards ainsi économisés par les entreprises seront absorbés par les 41 milliards d'impôts sur le capital. Le bilan n'est toutefois pas neutre puisqu'ainsi se trouvent modifiés les flux financiers au profit de l'État et au détriment des banques (pourtant nationalisées), ce qui renforce la tendance au développement d'un capital financier public.

- Dernière remarque, essentielle puisqu'elle concerne les promesses faites à la classe ouvrière. Du point de vue économique, la satisfaction des revendications minima des travailleurs (salaire, emploi, conditions de travail) promise dans la propagande du PCF apparaît comme directement dépendante de la réalisation de leurs objectifs économiques, ou du moins de ce qu'ils présentent comme tel. Or, comme nous le verrons, ces objectifs ne correspondant pas à la logique véritable de leur projet (1), ne seraient pas réalisés. Toutes les belles promesses faites aux travailleurs s'envoleraient donc en fumée et il ne resterait qu'une exploitation rénovée et renforcée de la classe ouvrière.

QUELS RAPPORTS INTERNATIONAUX ?

Compte-tenu du caractère impérialiste de la société française, la question des rapports économiques internationaux est décisive. La position du PCF s'articule sur deux affirmations principales :

(1) L'écart le plus manifeste entre les « objectifs économiques » du PCF et sa logique, concerne le profit. Par exemple, par l'usage de la distinction entre profit et profit monopoliste, c'est bien en fait le profit qu'il maintient. Puéril escamotage du PCF, qui change les mots alors qu'il maintient la logique du profit.

Dossier nationalisation

— «Le développement d'un vaste secteur public et la planification permettant une nouvelle croissance mettraient la France dans une position favorable dans la concurrence internationale».

— «Le redéploiement des rapports économiques internationaux de la France en direction du Tiers-Monde et des pays qu'ils appellent socialistes (URSS, pays d'Europe de l'Est) permettrait d'instituer de véritables rapports de coopération favorables à l'indépendance nationale».

Pendant longtemps, le PCF a réduit le caractère impérialiste de l'économie au seul fait de l'existence des monopoles. Dans son analyse de la crise, il n'introduit les rapports inter-impérialistes, le pillage du Tiers-Monde et sa résistance, qu'en tant que facteur externe et finalement accessoire. Et s'il fait aujourd'hui plus souvent référence à ces réalités, ce n'est jamais en présentant dans leur unité profonde le développement monopoliste et l'internationalisation de l'économie. Bien au contraire, le PCF prétend vouloir mettre fin à la «domination des monopoles» sans une rupture fondamentale avec cette internationalisation. Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans la conclusion de cette étude à la lumière des cas concrets qui auront été examinés dans les analyses des branches.

Mais dès maintenant, soulignons quelques points essentiels.

- En premier lieu, le PCF indique clairement que son projet s'inscrit dans le développement de l'internationalisation de l'économie : extension des échanges de marchandises, mise en place de «grand programme coopératif» avec les pays du Tiers-Monde qui ne sont qu'une poursuite des exportations de capitaux, division internationale du travail «négociée» (ne l'est-elle pas actuellement ?) ; extension considérable des échanges avec les pays de l'Est...

- Le PCF tente de faire croire qu'une France dirigée par lui pourrait avoir des rapports nouveaux avec le Tiers-Monde. En vertu de quoi ? Le PCF reste discret. Et pour cause :

— restant largement dépendante de l'extérieur, l'économie française serait toujours soumise aux pressions des autres impérialismes ; l'URSS ne serait pas la dernière à tirer parti de cette faiblesse et à accentuer la «division internationale du travail» qu'elle impose déjà aux pays de l'Est.

— vis-à-vis du Tiers-Monde, le PCF se contente de déclarations mielleuses, sans jamais dire qu'il rompra nettement et immédiatement avec toutes les formes de brigandage de l'impérialisme français : on chercherait par exemple en vain dans son chiffrage le poste suivant «réduction de ressources pour cause de fin de pillage»... ; et ce poste ne doit pas être léger.

- Au niveau des mesures immédiates, le PCF propose de faire appel à un protectionnisme sélectif et provisoire, notamment dans les secteurs produisant des biens de consommation (pour éviter un gonflement des importations suivant la relance) et dans les branches en crise. Cela traduit clairement l'incompatibilité des différents objectifs qu'il affiche : satisfaction des besoins des masses, développement de l'économie nationale, ouverture sur le marché capitaliste mondial. Il lui faudrait choisir.

Car le recours au protectionnisme ne peut être effectivement que passager en l'absence d'une très profonde réorientation de l'activité nationale qui n'entre pas dans les plans du PCF.

- On peut déjà avancer l'idée que le maintien et le développement de l'économie française dans la concurrence capitaliste internationale feront régner la loi du profit sur son fonctionnement, quelles que soient par ailleurs les mesures prises sur le plan national (nationalisations, planification...). Du même coup, on verra que toutes les belles déclarations du PCF sur la «lutte contre les gaspillages», sur la «nouvelle croissance», sur la «satisfaction des besoins sociaux» n'ont plus de rapport avec la réalité, que le savant édifice de sa «solution démocratique à la crise» s'effondre comme un décor de théâtre et laisse

voir de sordides perspectives. Ainsi, en séparant les transformations internes (nationales) qu'il prétend apporter au fonctionnement de l'économie française d'avec les rapports internationaux, le PCF cherche à masquer qu'il ouvre la voie non au socialisme, mais à une nouvelle mouture du capitalisme qui s'appelle le capitalisme d'Etat.

Un capitalisme réformé, car aux adaptations économiques que se propose de réaliser le PCF, correspond un déplacement du pouvoir que nous avons évoqué dans l'étude de la gestion démocratique. Recomposition des couches possédantes et formation de nouvelles couches de dirigeants constituent les deux moments de ce déplacement, de cette recomposition que rendrait possible un programme très large de nationalisations et l'hégémonie du PCF dans l'union de la gauche.

Dans les faits, ces conditions peuvent-elles être remplies en 1978 à la suite d'une éventuelle victoire de l'union de la gauche ? Rien n'est moins certain : la renégociation du programme commun montre les limites que le PS entend imposer aux nationalisations, le rapport de force entre PC et PS pour la conquête de places dans l'appareil d'Etat semble aujourd'hui sensiblement à l'avantage du PS qui est déjà international (notamment l'attitude de la RFA et des USA) a des chances d'être très défavorable à l'union de la gauche au cas où le PCF tenterait de brusquer l'application de son projet propre. Enfin, la réussite du PCF suppose qu'il dispose auprès des masses d'une adhésion suffisante pour bénéficier d'un répit des luttes de classes ; le mécontentement accumulé par les travailleurs face à la crise n'accordera sans doute pas ce répit au PCF. Aussi, il faut penser le projet de capitalisme d'Etat comme la logique profonde qui oriente la tactique du PCF et non comme la description de ce qui se passera nécessairement en 1978. ■

LA SIDÉRURGIE :

1) LA CRISE

Cette branche hautement capitalistique (où les investissements et le financement des stocks représentent près du tiers de la valeur ajoutée), avec un long délai de mise en œuvre des unités de production et une faible rotation du capital, exige de gros investissements et ne peut se passer de perspectives suivies de profit pour les patrons de la sidérurgie.

Les principaux indices de cette crise de la branche (crise à la fois reflet et accentuation de la crise générale de par la spécificité de la sidérurgie, produit de base pour toute l'industrie) sont d'abord la baisse de la production.

Les contre-coups de la baisse générale de la production industrielle ont été accentués dans la sidérurgie : avant d'atteindre le stade du produit fini, l'acier subit de nombreuses transformations, donc de nombreux points de stockage. Tout changement de tendance est accentué, d'autant plus que le phénomène est renforcé par la spéculation. Ce processus de «mini-crises» est bien connu des patrons de la sidérurgie car ils se produisaient régulièrement depuis la dernière guerre mondiale. Cette fois-ci aucun phénomène de rattrapage n'a joué, d'autant plus que la concurrence mondiale s'exacerbat.

Les patrons sidérurgistes français avaient misé sur un accroissement mondial continu de la demande d'acier (Ferry, patron des patrons de la sidérurgie en 1974 : «Les besoins mondiaux d'acier sont destinés à croître à un rythme moyen de 5 % par an. La satisfaction de ces besoins exigera un accroissement considérable des capacités de production»). En fait, les dirigeants de la sidérurgie française ont investi juste avant la crise, d'une part en niant toute possibilité de baisse de la demande, d'autre part en refusant de voir l'affaiblissement relatif de l'impérialisme français dans le monde. Des marchés «acquis» depuis des années comme l'Espagne, la Scandinavie, la Suisse se trouvaient fermés devant la montée de la production des pays eux-mêmes (comme l'Espagne), et devant la concurrence des aciers de pays nouveaux-venus à cette fabrication comme le Japon. Les prix de revient de l'acier de ce pays sont plus faibles, car toutes les usines intégrées sont construites «au bord de l'eau», et les techniques nouvelles comme les aciéries électriques sont fortement développées. Les patrons sidérurgistes japonais ont commencé par prendre les marchés habituels des capitalistes européens au Moyen Orient puis en Europe même dans les pays n'ayant pas ou peu d'industrie sidérur-

La sidérurgie, située en avant du processus de la production, a ressenti d'autant plus durement les effets de la crise générale.

PRODUCTION D'ACIER LOURD (EN MILLIONS DE TONNES)						
	1950	1960	1970	1974	1975	1976
URSS	27,3	65,3	115,9	136,2	140,2	147,0
USA	87,8	90,1	122,1	135,0	108,4	116,3
Japon	4,8	22,1	93,3	117,1	102,2	107,4
RFA	14,0	34,1	45,0	53,2	40,4	42,4
RPC	0,6	15,0	18,0	24,0	24,0	26,0
Italie	2,4	8,2	17,3	23,8	21,9	23,4
France	8,7	17,3	23,8	27,0	21,5	23,2
G.B.	16,6	24,7	28,2	22,4	20,0	22,7
Monde entier	189,3	341,3	598,4	707,7	642,7	683,5

Dossier nationalisation

gique (exportations multipliées par 2 ou 3 de 1973 à 1976 en Scandinavie, en Suisse, Autriche, puis à nouveau multipliées par 5 en Suisse de 1975 à 1976). Cette concurrence n'en est semble-t-il qu'à ses débuts, car le Japon étant maintenant équipé, sa demande intérieure décroît rapidement, et tout l'accroissement actuel des capacités de production du pays va être orienté ouvertement sur l'extérieur et la prise de marché des impérialismes rivaux.

Cette sensibilité aux contraintes externes — dont l'exemple cité du Japon est l'aboutissement extrême — se trouve multipliée par l'interpénétration des sidérurgies européennes : environ 33 % de la production française est exportée (la moitié de ces exportations étant orientée vers la CEE), et 27 % importée (dont la moitié venant de Belgique et du Luxembourg, le tiers d'Allemagne Fédérale). La concurrence qui se développe actuellement dans le monde avec les nouvelles sidérurgies va exacerber encore la concurrence sur le marché européen entre les industries de l'acier de ce continent. Cette concurrence ne joue pas seulement sur le volume des échanges mais aussi sur la valeur de la production : en 1968, 65 % des importations françaises étaient constituées par des produits finis, actuellement le taux approche les 90 %, ce qui veut dire que la sidérurgie française est de plus en plus en plus dépendante de ses concurrents pour les produits plus élaborés.

De façon générale la part de la sidérurgie française — à l'image de l'impérialisme français — a regressé dans la production mondiale à la fois en volume (en 20 ans la part de la production française dans le monde est passée de 6 % à un peu plus de 3 %), et en valeur.

Un autre élément permettant d'apprécier la crise dans une branche est son taux de profit. Si les données sont insuffisantes pour l'évaluer correctement (par exemple les comptes de la CLIF, société-holding du groupe de Wendel ne sont pas publiés officiellement) on sait qu'il est inférieur au taux de profit moyen ; les sociétés sidérurgiques françaises tentent de le relever par le contrôle de secteurs à fort taux de profit. C'est le cas de Usinor avec sa filiale Vallourec, fabricant de tubes, et surtout de Sacilor, contrôlant la moitié de Creusot-Loire. Un autre indice de la crise de la sidérurgie

française est le fort taux d'endettement, supérieur en valeur au chiffre d'affaires de la branche. De tous les pays impérialistes concurrents, seule l'Italie a un taux supérieur. Cet endettement est la manifestation que le niveau de profit n'est plus suffisant pour financer l'accumulation. A cela deux causes principales : le volume de la production n'est pas suffisant par rapport aux plans patronaux d'il y a quelques années (l'appareil productif français ne tourne qu'au 2/3 de sa capacité) et surtout les prix de l'acier sont relativement bas après la hausse importante de 1973 et des 8 premiers mois de 1974. C'est en fait ce dernier point le principal pour les patrons sidérurgistes. Ainsi les baisses concertées de la production de 1975 et de début 1977 ont pour but de provoquer une remontée des prix.

Ce fort taux d'endettement n'est bien sûr supportable que grâce à la nécessité d'ensemble pour les capitalistes français de disposer d'une sidérurgie relativement autonome. (Barre en février : «La France doit disposer d'industries sidérurgiques compétitives capables d'assurer la production des biens qui nous sont utiles, de créer un emploi durable et de contribuer à l'équilibre de la balance des paiements. Il faut une sidérurgie solide et prospère»). Sinon n'importe quelle autre industrie serait déjà en faillite. Environ 15 % de la valeur de la production sert dorénavant à rembourser les prêts aux banques.

Même si la sidérurgie n'est plus ce secteur de pointe et fondamental qu'il a pu être depuis les débuts du développement massif du capitalisme, il est toujours le secteur stratégique de base qu'aucun pays développé n'a jusqu'ici pris le risque de laisser périliter. Alors que toutes les jeunes nations cherchent à s'équiper pour la production d'acier, toutes les fois où cette branche a eu des difficultés en Europe, elle a obtenu un soutien massif des États, bien souvent même par la nationalisation (comme en Grande Bretagne, Italie, Suède, etc).

D'où intervention massive de l'État, subordonnant tout plan de soutien à un « assainissement de la profession » (c'est-à-dire investissements massifs de remplacement, de l'ordre de 12 milliards d'ici 1983, doublés d'une réduction des capacités de production, ramenées de 33,7 à 31,5 millions de tonnes). Le but du plan est de liquider tout le secteur archaïque (par rapport à la concurrence), à la productivité

insuffisante, pour le remplacer par un secteur de production compétitif sur le marché impérialiste. Même si le but principal des capitalistes français est de disposer d'un secteur utile à l'ensemble de l'économie française, l'espoir n'est pas dissimulé d'obtenir avec la sidérurgie un secteur en soi rentable et compétitif, à l'image des sidérurgies allemandes, japonaises ou américaines (D'Ornano parlait de la volonté du gouvernement de voir « la France disposer d'une sidérurgie puissante, moderne, qui soit en mesure de rivaliser avec ses concurrents mondiaux »).

Il faut voir aussi que l'on ne peut pas parler de la sidérurgie française comme d'un tout comparable : d'un point de vue capitaliste et concurrentiel, coexistent 2 secteurs : l'un, qui peut assurer près des 3/4 des capacités de production, moderne, compétitif (essentiellement Usinor-Dunkerque, Fos, et Gandrange pour les produits longs de Sacilor, Sollac pour les produits plats), l'autre archaïque et dépassé dans la concurrence impérialiste (comme le proclamait Ferry, dirigeant de la Chambre Patronale de la branche, en novembre dernier : «La sidérurgie française ne souffre d'aucun handicap structurel. Notre effort d'investissement n'a guère d'équivalent dans le monde. Il s'est accompagné d'opérations de concentration et de spécialisation qui ont abouti à la constitution de groupes et de sociétés de dimensions internationales, hautement compétitifs »).

Le dernier point prépondérant est la façon dont les travailleurs de la sidérurgie sont touchés par la crise. Jusqu'ici les divers plans et les restructurations n'avaient jamais provoqués de licenciements massifs comparables à aujourd'hui : si le nombre d'ouvriers dans la branche est passé en 1953 de 126 000 à 107 000 en 1975, c'est par les départs et le non-remplacement que cette baisse a été principalement obtenue, et essentiellement parce que les patrons ont su suffisamment souffler le chaud et le froid pour favoriser le départ d'ouvriers des unités de production, en provoquant à l'avance le découragement : « si je ne pars pas maintenant, je risque de ne plus retrouver de travail plus tard ». Il en est tout autrement aujourd'hui, avec les 20 000 suppressions d'emploi programmées, sans tenir compte des ouvriers, bien souvent immigrés, travaillant au contrat ou en sous-traitance, qui sont déjà licenciés

sans que cela apparaisse dans les chiffres officiels. Déjà en période «ordinaire» les conditions de travail sont extrêmement dangereuses et pénibles dans la profession (c'est la branche où les accidents du travail sont les plus fréquents après les B.T.P.). Et les conditions de travail ne sont pas améliorées dans les usines les plus nombreuses : il suffit de compter les 85 morts à Usinor-Dunkerque. Comme en témoignent les ouvriers de cette usine, où déjà un ouvrier sur deux est blessé au cours de l'année : *«On ne peut plus supporter sans arrêt l'angoisse de la mort». «Il y a des passerelles prévues pour traverser les rigoles qui acheminent la fonte dans les poches. Soit il n'y en a pas assez, soit elles sont en mauvais état. Alors qu'est-ce qu'on fait ? On les saute. La rigole-mère mesure 1,20 m de largeur ; elle est profonde de 70 cm. Tu n'as pas intérêt à rater ton coup».*

La soif de profit, le cynisme des patrons dépasse les bornes : Handebourg, ancien directeur-liquidateur de Micheville disait en 1971 après 7 «accidents» mortels survenus en 9 mois : *«Sur 4 ouvriers morts à Micheville, 3 viennent mourir là parce qu'il faut bien mourir quelque part !».* Il faut bien mourir quelque part, Messieurs les capitalistes dans votre société, puisque selon vos propres statistiques, un ouvrier sidérurgiste sur deux n'atteint pas l'âge de la retraite, **car il est mort avant d'usure et de fatigue !**

Le travail en feux continus, qui concerne près des 2/3 des effectifs, empêche toute vie de famille.

Toutes ces conséquences du mode de production capitaliste se trouvent aggravées en période de crise. L'utilisation du chômage partiel par les patrons leur permet d'accroître les cadences pour essayer de faire produire les ouvriers autant que d'habitude en les payant moins. Le chantage à la fermeture marche à plein ; à l'usine de Rehon-Providence (Cockerill) la direction propose un véritable contrat anti-grève aux travailleurs : *«Pour pouvoir décider la direction générale du groupe à construire une nouvelle aciérie d'ici 1980, il faut que vous vous engagiez à faire la production de 1974 à 5% près. En contre-partie, nous vous donnons une prime de 4%, de 2% si tous les postes ne sont pas travaillés mais l'objectif atteint tout de même».*

Quand on sait que les mesures de chômage partiel sont maintenues, que 1974 est une année record, que les départs ne sont pas remplacés, on voit l'odieux chantage de la direction ! De quelle usure des travailleurs, de combien de morts peut se solder un tel accroissement de productivité ? Les patrons veulent faire «rendre» jusqu'au bout des installations qui seront ensuite liquidées...

Mais la conséquence la plus grave pour l'ensemble des travailleurs de la sidérurgie reste les licenciements massifs. Comme le disent ouvertement les patrons, face à la concurrence *«il faut une meilleure productivité ; le seul poste que l'on peut faire décroître est celui de la masse salariale ; comme on ne peut abaisser les salaires, il faut faire baisser le nombre de salariés».* Belle logique, logique du capitalisme : en attendant les travailleurs n'en veulent pas, et sont bien décidés à le faire savoir !

LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA PRODUCTION D'ACIER

Longtemps secteur de base dominant et prépondérant dans l'accumulation capitaliste en Europe, aujourd'hui la sidérurgie n'a plus ce même rôle. L'expansion industrielle avait une influence décisive sur le rythme de progression jusqu'à ces dernières années. Depuis, la consommation d'acier par habitant n'augmente plus qu'au ralenti dans les économies où l'industrialisation est très avancée (+1,3% en moyenne par an dans la CEE de 1970 à 1974, contre +4,5% de 1965 à 1970).

De nouveaux producteurs apparaissent sur le marché mondial de l'acier : des pays du Tiers-Monde, en pleine phase initiale d'industrialisation, ont des besoins croissants d'acier et commencent à mettre en place les premiers maillons de la sidérurgie (ainsi la production d'acier brésilien est passée de 3 à 8 millions de tonnes entre 1965 à 1974). D'autres pays, impérialistes, comme le Japon ou l'Espagne, développent massivement leur production et leurs exportations sur les anciennes «chasses gardées» des vieux impérialismes. L'exacerbation de la concurrence ne joue pas seulement sur les marchés extérieurs

mais en Europe même. Pour défendre leurs marchés, les sidérurgistes européens ont dû s'adapter rapidement aux nouvelles conditions de la concurrence, à la fois en utilisant de nouveaux procédés liés à la création de grandes unités, et en déplaçant les unités de production de façon à économiser les coûts de production (sidérurgie sur l'eau) en pillant le minerai des pays du Tiers-Monde.

Ce double mouvement, réponse à une époque déterminée aux nouveaux rapports de force existant dans le monde, portait en soi-même de nombreuses contradictions. Prenons par exemple le gigantisme des nouvelles installations, justifié par les économies d'échelle (certains éléments des coûts de fabrication restent pratiquement les mêmes quelle que soit la taille du haut-fourneau : le capitalisme a donc intérêt à accroître sa puissance, ce qui lui permet d'obtenir un prix de revient de la fonte plus bas). Ces investissements massifs, devant être rentabilisés, supposent un accroissement continu de la demande : toute récession ou aggravation de la concurrence signifie à la fois baisse de la production, c'est-à-dire sous-utilisation de l'appareil productif et donc ventes plus faibles, c'est-à-dire accroissement de l'endettement.

D'autre part, la lutte des pays du Tiers-Monde pour obtenir un plus juste prix pour leurs matières premières retire pour les sidérurgistes qui ont axé leur production sur un mode directement impérialiste (sidérurgie sur l'eau) une bonne part de l'avantage que constituait une énergie (donc des transports) et un minerai bon marché.

L'évolution de la technique de production d'acier

Cette évolution a été extrêmement rapide ces dernières années.

Les diverses techniques de production sont fonction des choix impérialistes de développement des patrons de la sidérurgie, comme des ripostes que leur apportent les pays du Tiers-Monde et la classe ouvrière des pays capitalistes. Pour donner un exemple, l'évaluation des réserves de minette lorraine varie du simple au triple en

ÉVOLUTION DE LA TECHNIQUE DE PRODUCTION DE L'ACIER

	1961	1971	1975	1976
Electrique	9%	11%	14%	14%
Oxygène	2%	37%	64%	68%
Martin	29%	17%	7%	6%
Thomas	59%	35%	15%	12%

quelques années (voir encadré : le minerai de fer français).

L'acier à oxygène

Le développement de cette technique a été considérable dès le début des années 60 et est lié en grande partie au développement de la sidérurgie sur l'eau. L'oxygène est insufflé par le fond ou le bec des convertisseurs pour affiner la fonte liquide. L'équipement de l'appareil productif en France par cette technique approche de son maximum.

L'acier Thomas

Acier obtenu par affinage de fonte liquide grâce à l'insufflation d'air à travers le fond d'un convertisseur Thomas. Cette technique était prépondérante en France car elle permet d'utiliser du minerai riche en phosphore (cas de la minette lorraine). L'utilisation de minerai plus riche a entraîné la transformation progressive des aciéries Thomas en aciéries à l'oxygène OBM ou LWS. Encore 30 % de la production lorraine, et une part prépondérante de la production luxembourgeoise utilisent ce procédé.

L'acier Martin

Acier obtenu par fusion et affinage d'une charge composée de ferrailles et d'un pourcentage de fonte dans un four à flammes. La part de cette technique est devenue minime, car utilisant beaucoup d'énergie.

L'acier électrique

Dans ce procédé, l'acier brut est obtenu à partir de la ferraille ou du minerai pré-réduit grâce à l'énergie électrique et en absorbant de moindres quantités de fonte. Utilisé à l'origine uniquement pour la fabrication des aciers spéciaux, le four électrique l'est aujourd'hui également pour la fabrication d'aciers courants. Ce procédé est

appelé à se développer rapidement, en particulier avec le développement des « mini-usines ».

Réduction directe et mini-usines

Alors que le cycle classique de la production de l'acier passe par l'intermédiaire de la production de fonte dans les hauts-fourneaux (en faisant fondre le minerai avec du carbone), le procédé de la réduction directe permet de sauter le stade de la fonte et de produire des éponges de fer en utilisant comme source d'énergie, le charbon, le gaz naturel ou le fuel. Les éponges, de mêmes d'ailleurs que la ferraille récupérée, sont ensuite utilisées dans les aciéries électriques.

Cette technique a de nombreux avantages pour les capitalistes : grande souplesse dans la production, investissements moindres, non utilisation des hauts-fourneaux, donc entre autre : pollution moindre, économie de coke (souvent importé des USA à grands frais).

En contre-partie, la ferraille n'étant pas suffisante pour approvisionner les fours, il faut recourir massivement au minerai pré-réduit, c'est-à-dire l'acheter au Tiers-Monde (le minerai pré-réduit est un minerai à forte teneur — 85 à 90 % — encore appelé éponge de fer, qui est obtenu à partir de techniques relativement simples, mais très coûteuses en énergie, à partir d'un minerai naturel à haute teneur (60 %)).

Les États arabes, iranien et vénézuélien développent actuellement cette production sur leur propre sol en utilisant le gaz naturel dont ils disposent abondamment. Cet état de fait est le produit d'une situation complexe : en même temps, victoire du Tiers-Monde, volonté de sa part de s'industrialiser, de ne plus vendre ses produits uniquement sous forme de matière première. Mais en même temps, il reflète les tentatives de l'impérialisme de répartir la production en fonction des nouvelles données : la plus grande part des profits ne va plus être tirée directement de la production d'acier, mais de sa transfor-

mation et de sa commercialisation. La construction par les pays du Tiers-Monde d'une chaîne sidérurgique complète exige à la fois la maîtrise technologique et la maîtrise du marché des demi-produits : les impérialistes par ce biais veulent continuer à assurer leur domination, en s'opposant aux pays dominés qui veulent constituer une telle chaîne complète. C'est pourquoi des pays comme la RFA poussent-ils les pays arabes et sud-américains à construire les premiers maillons, à savoir la production de minerai pré-réduit.

De plus, les avantages respectifs de chaque solution ne sont pas encore tranchés : par exemple, les trois principaux producteurs d'Allemagne devaient construire en commun une grande usine de pré-réduction à Rotterdam, en utilisant le gaz naturel de la mer du Nord. Le projet est pour l'instant repoussé, chacun des trois trusts concevant des projets séparés au voisinage des mines de fer exotiques.

Pour la France, les projets à moyen terme (en attendant la réduction du minerai à l'aide d'hydrogène, qui n'est pas au point et nécessite de lourds investissements) consistent dans la construction d'une usine de pré-réduction au Verdon, près de Bordeaux, utilisant du gaz liquéfié. Dans les deux cas, le choix entre l'achat direct au Tiers-Monde et la mise en œuvre d'une usine mobilisant des capitaux et grosse consommatrice de gaz n'est pas encore clair pour les capitalistes, sauf dans certains cas comme par exemple la société Korf (RFA), spécialiste dans les mini-usines, qui conseille aux pays arabes de construire de telles usines d'une capacité de 0,5 millions de tonnes spécialisées dans les produits long standardisés comme le fil-machin ou les ronds-à-béton. La même société est en train de monter à Koursk, en URSS, la plus grande usine utilisant la réduction directe. De la même manière les Japonais montent deux usines de ce type en Arabie Saoudite dont le but est d'exporter en Europe.

De toute manière, si les produits standardisés et les aciers spéciaux sont produits de façon plus rentable dans les mini-usines, la question est encore différente pour les autres produits (en particulier les produits plats du fait des énormes économies d'échelle réalisées au niveau du laminage).

La structure de l'appareil productif français

La formation des groupes actuels s'est accélérée en 1966 avec l'absorption par Usinor de Lorraine-Escaut et de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de Lorraine, sous l'égide de Paribas. Le plan sidérurgique de 1966 va avoir également pour effet la constitution du groupe Wendel-Sidelor en 1968, en étroite liaison avec le tandem Suez et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. La bataille est rude pour le contrôle du groupe, la position hégémonique de la famille de Wendel ayant été entamée avec l'apparition de la Banque de Suez qui détient une part de Sacilor (16%), Marine-Firminy prési-

dant de son côté 12 % des actions. Avec cette dernière société va apparaître le groupe Creusot-Loire, constitué en 1970, et qui est plus spécialisé dans la branche très rentable des aciers spéciaux (en particulier avec le développement des centrales nucléaires) et qui, en même temps, se trouve être le plus gros assembleur, c'est-à-dire constructeur et monteur d'installations sidérurgiques.

Si Usinor avait pris la décision dès 1956 de s'établir à Dunkerque, c'est que à l'inverse des sociétés lorraines il possédait peu de mines de fer. Le groupe avait donc pris le «risque» très tôt de développer une stratégie impérialiste en s'établissant en bordure de mer pour bénéficier du minerai africain à haute teneur (une part de la Société Mauritanienne de Minerai est alors possédée par le groupe). En terme capitaliste, c'était une bonne

stratégie et Denain-Nord-Est-Longwy (qui possède Usinor et Vallourec, principal fabricant de tubes), plus orienté vers les produits plats, plus rentables, va connaître des années prospères pour ses actionnaires (en particulier pour Paribas qui a de nombreux intérêts dans le groupe).

Pour répondre à cette stratégie, Sacilor va prendre la décision de s'établir à Fos/Mer, pour bénéficier à la fois du minerai à haute teneur et des possibilités de commercialiser ses produits dans toute la Méditerranée. Malgré l'aide massive de l'État, la lourdeur des investissements va obliger la Société à s'allier à Usinor, toutes les deux se partageant le contrôle de Solmer, société exploitante.

La bataille pour le contrôle de la sidérurgie lorraine est vive. En 1973, Empain-Schneider s'empare du contrôle de Marine-Firminy. L'année 1975 est

LES PRINCIPAUX GROUPES FRANÇAIS

USINOR :

- Production 1976 : 7,9 millions de tonnes (8,9 M. avec Solmer)
- Effectifs : 41 000
- Paribas, principal actionnaire
- Principales unités de production : Dunkerque, Mardyle, Denain, Montataire, Valenciennes, Louvroil, Thionville, Longwy et Fos (Solmer).
- Productions principales : produits plats (plus de 80 % de la production, mais faiblesses dans le secteur des tôles fortes).

SACILOR :

- Production 1976 : 5,6 Mt (6,6 avec Solmer)
- Effectifs : 49 000
- Contrôlé par la CLIF (famille de Wendel)
- Principales unités de production : Gandrange, Rombas, Hagondange, Sérémange (Sollac) et Fos (Solmer).
- Groupe fortement intégré surtout :
 - en amont : sociétés minières, coke, oxygène
 - en aval : fer blanc (Carnaud), construction métallique, tréfilage.
- Surtout axé sur produits longs (Sacilor) et produits plats (Sollac)

CREUSOT-LOIRE :

- Production 1976 : 1,3 Mt (aciers fins et spéciaux)
- Effectifs : 30 000
- Contrôlé par De Wendel (49 %) et Empain/Schneider (51 %)
- Principales unités de production : les Dunes, le Creusot, Imphy

CHIERS- CHÂTILLON- NEUVES- MAISONS :

- Production : 1,4 Mt
- Effectifs : 14 500 (sans compter Neuves-Maisons)
- Paribas, principal actionnaire
- Principales unités de production : Longwy, Isbergues, Biache...

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE DE NORMANDIE :

- Production : 0,8 Mt
- Effectif : 6 200
- Principal actionnaire : Empain-Schneider (40 %)
- Principale unité de production : Mondeville (Calvados)

décisive pour la CLIF : en vendant quelques mines de charbon dans la Ruhr, la famille retrouve le contrôle exclusif de la sidérurgie lorraine. Mais surtout elle va en même temps participer à égalité avec Empain-Schneider (qui, cependant, en reste le chef de file) au développement de Creusot-Loire et de l'énorme marché nucléaire.

De son côté, SGPM - Suez va se retirer, en vendant très cher sa participation dans Sacilor et en rachetant en même temps Davum, principale société de commercialisation de produits sidérurgiques. La CLIF échange ainsi 30 milliards anciens plus Davum contre le contrôle total de la sidérurgie lorraine et une part importante du marché du nucléaire. La CLIF a donc, derrière une victoire apparente, dû accepter un compromis (racheter une part d'un secteur peu intéressant, financièrement parlant, pour un groupe comme Suez, et céder sa société de commercialisation, contre le contrôle d'une bonne part du marché du nucléaire).

Dernier gros morceau de la restructuration actuelle, vient de se former dans le Nord sous l'égide de Paribas la nouvelle société Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons. Ce groupe, le 3^e au niveau national, est spécialisé dans les produits de hauts de gammes (aciers spéciaux, inoxydables, câbles et ressorts...)

La sidérurgie française est donc fortement monopolisée, conséquence entre autres des énormes masses de capitaux nécessaires dans la branche. Elle atteint même avec Solmer (filiale commune des deux principaux groupes) une étape supérieure dans la monopolisation, les deux concurrents étant obligés de s'entendre massivement et de composer (d'autres exemples existent, comme l'accord à long terme qui unissait les deux groupes, la fonte produite à Usinor-Thionville alimentant la Sollac, ou encore les accords conclus entre Solmer et Ugine-Aciers).

Cependant, si la loi objective de la main-mise du capitalisme français sur tous les secteurs de la production est une loi objective de l'impérialisme, on ne peut l'appliquer mécaniquement à la sidérurgie. Si Paribas contrôle Usinor, Suez s'est dégagé il y a quelques années de la sidérurgie lorraine (voir paragraphe suivant) : le capitalisme financier a justement la possibilité d'abandonner des branches plus suffisamment rentables. Par contre on ne peut réduire le capitalisme financier

uniquement à Suez et Paribas : l'État et ses multiples aides à la sidérurgie, a joué un rôle capital en tant que représentant collectif du capitalisme français, en tant que capitalisme financier public.

La sidérurgie est une branche où l'internationalisation du capital joue un rôle secondaire : Arbed (Luxembourg) détient des mines de fer, l'usine lorraine de Réhon appartient à un groupe américain, Thyssen possède 5 % de Solmer. On ne peut raisonnablement parler de société belge pour Empain-Schneider, qui est de fait, une société française, sous prétexte que son président est un baron belge.

En sens contraire, les participations de sociétés françaises à l'étranger sont également faibles (citons en Sarre Dilling-tôles fortes pour Sacilor, les participations de Creusot-Loire dans le Tiers Monde, les filiales communes à plusieurs groupes dans les mines à coke aux USA).

Une autre caractéristique de la sidérurgie française est la faiblesse relative de son intégration en aval (à part Creusot Loire), au contraire des sociétés allemandes ou japonaises qui font partie de mêmes groupes que des usines d'automobiles ou de machines-outils.

Les marges de manœuvres de l'impérialisme français

Le mode d'accumulation de la sidérurgie française (après une période de reconstruction à partir de 1945 basée sur les biens d'équipement) qui était en germe quelques années après la Libération était basé sur une stratégie de développement fondée sur l'industrie des biens de consommation. Usinor est créé en 1948, et résulte du projet d'installation de trains de laminage pour produire des tôles moyennes et fines. Sollac résulte de la nécessité d'installer un grand train continu à larges bandes à chaud (mis au point aux USA vers 1930). Sa capacité prévue étant de 800 000 tonnes, aucune des sociétés lorraines, prises isolément, n'aurait eu les moyens d'acquiescer une telle installation (aucune d'elle ne produit plus de 1 000 000 tonnes) ; 9 de ces sociétés (qui formeront plus tard Sacilor)

s'associent en 1948 pour créer Sollac. Le train sera mis en marche en 1952, grâce en particulier au plan Marshall, un an après celui d'Usinor. Les autres sociétés lorraines continuent à s'orienter vers les produits longs (nécessaires entre autre aux BTP lors de la période de reconstruction).

Les choix stratégiques faits plus tard par les patrons sidérurgistes français, comme Solmer, n'étaient pas des «erreurs» (d'une part tous les sidérurgistes du monde l'ont fait, d'autre part si ces choix n'avaient pas été faits la crise de la sidérurgie française serait encore plus avancée), mais étaient les choix d'un impérialisme de seconde zone, sur le déclin. Par exemple Solmer sera la dernière usine de ce type à être construite. L'intégration en aval, réalisée depuis longtemps chez les concurrents, n'en est encore qu'à ses débuts en France. C'est cette nécessité d'une nouvelle orientation de l'impérialisme français qui pousse les groupes à s'intéresser désormais plus particulièrement aux produits tels que les tôles fortes, les aciers spéciaux, la fonderie, constitutifs des biens d'équipements. Il faut bien voir que les paris sont à fort enjeu : une orientation prise l'est pour des années. Les patrons sidérurgistes font le pari que l'industrie de l'acier français sera très compétitive dans quelques années, sur les bases des nouvelles orientations. Mais pendant ce temps les impérialistes concurrents prennent à nouveau de l'avance : ainsi en RFA se constitue un groupe avec Krupp, Salzgitter et Klockner qui avec 11,5 millions de tonnes sera le deuxième groupe continental derrière Thyssen (12,8 millions de tonnes), et qui surtout sera un chef de file des nouvelles techniques à grande échelle de réduction directe. La stratégie des trusts allemands dans la CEE par rapport aux groupes français est semblable à celle des monopoles en France par rapport aux PME : «libéralisme» c'est-à-dire en fait survie et développement des plus puissants, surtout en période de crise. C'est le sens des reproches faits par les sidérurgistes français dans la CECA aux Allemands et aux Hollandais, de freiner les mesures conservatoires et de s'opposer à toute réglementation ou fermeture des frontières extérieures de la CEE. (cf. aussi le refus de ces pays de reconnaître l'état de «crise manifeste» dans la CECA en 1975, qui aurait permis de réduire la production de manière concertée et de limiter les importations, malgré les demandes pressantes de Ferry).

Le pas en avant que constitue la liaison du capitalisme sidérurgique est encore faible, nous l'avons vu, si ce n'est la liaison avec le capitalisme financier public.

Pas en avant pour les industriels de la branche, car le capitalisme financier apporte une souplesse plus grande. Une sidérurgie autonome est obligée sans cesse d'accumuler, sous peine de disparaître ; une liaison financière avec d'autres branches permet un certain nivellement du taux de profit, et un certain partage des risques (cf Usinor et Vallourec).

Actuellement la sidérurgie française est à la croisée des chemins : il s'agit du choix de la délocalisation de la production. La question s'était déjà posée au moment de construire Fos, puisque des projets bien précis existaient pour l'Afrique et le Brésil. Les avantages du transfert de la production ne sont pas encore sans doute décisifs pour les capitalistes de la branche : si le coût de la main-d'œuvre, l'énergie sont nettement moins chers à l'extérieur, la sidérurgie exige une certaine part de main-d'œuvre très qualifiée, qu'il faudrait importer d'Europe et payer cher (d'autre part le travail en équipe exige de multiplier toutes ces dépenses par 3). Parallèlement toute la part de maintenance, de travaux annexes est effectuée par des entreprises de sous-traitance pour alléger les investissements initiaux : cela voudrait dire qu'il faudrait également disposer de ces équipes sur place.

Les sidérurgistes français semblent plutôt s'acheminer vers deux autres voies : d'une part réutiliser le minerai de fer lorrain en le sélectionnant par divers moyens (c'est une méthode qui se développe actuellement largement aux USA avec le minerai des Appalaches). D'autre part, développer — avec les limites que l'on a vues plus haut — la production en four électrique en utilisant du minerai enrichi au préalable dans des pays du Tiers-Monde qui se « spécialiseraient » dans les premiers maillons de la chaîne sidérurgique. Le choix n'est pas effectué, il ne le sera sans doute pas à court terme ; d'où le développement prochain de techniques plus classiques (ainsi construction en cours de quatre aciéries à l'oxygène en Lorraine), qui accentueront encore à terme les positions de faiblesse de l'impérialisme français vis-à-vis de ses concurrents. ■

LE MINERAI DE FER FRANÇAIS

Le gisement de minerai de fer lorrain (« la minette ») est le plus vaste d'Europe et a servi de base au développement de la sidérurgie de l'Est de la France à partir de la fin du 19^e siècle, époque où le procédé Thomas a permis la maîtrise du minerai phosphoreux, ce qui est le cas de la minette. C'est un gisement facile à exploiter, situé à faible profondeur, où les couches géologiques, faiblement inclinées et régulièrement épaisses en général, viennent affleurer au flanc des vallées (donc galeries en faible pente, dans lesquelles peuvent circuler des trains ou des véhicules automobiles). Le minerai est à faible teneur (30%) : c'est pourquoi Usinor, dès la fin des années 50, possédant moins de réserves dans ses propres mines que les sociétés qui allaient former Sacilor, s'est orienté résolument dans une stratégie de pillage du Tiers-Monde et de son minerai de fer plus riche (teneur de l'ordre de 60%) : ce choix était facilité alors par la baisse continue du prix du fret (accroissement de la taille des navires et prix très bas du carburant, Tiers-Monde pas encore en voie d'organisation, donc minerai à prix réduit) et s'est concrétisé par l'orientation vers la sidérurgie sur l'eau (Usinor-Dunkerque, suivi des années plus tard par Fos-sur-Mer).

Ce choix stratégique pour le capitalisme sidérurgique, s'il s'est révélé payant de son point de vue, n'est plus autant vérifié maintenant. Un bon indice en est l'évaluation des réserves de minette par la bourgeoisie : cette évaluation n'est pas neutre, mais dépend des choix et des orientations des patrons de la sidérurgie. Dans les années 60, ceux-ci comptaient 6 milliards de tonnes de réserve (3,2 de minerai calcaire et 2,8 de minerai siliceux) ; en octobre 1970 : 4 milliards de tonnes (respectivement 2,5 et 1,5) ; deux années plus tard (époque de la construction de Fos) : 2 milliards (1,2 et 0,8). En un peu plus de cinq années, 4 milliards de tonnes auraient disparu (la cadence effective d'extraction est d'environ 50 millions de tonnes par an) : c'est parce que ces réserves sont évaluées en fonction du coût du minerai exotique. La nationalisation de la Miferma en Mauritanie, l'accroissement important du prix du fret ont fait faire un bond en avant aux dernières estimations des réserves de minerai en Lorraine. Le prix de la

minette est actuellement très compétitif pour les sidérurgistes ; prenons l'exemple des coûts de 1975 :

— pour produire 1 tonne de fonte en Lorraine, il faut un peu plus de 3 tonnes de minette (au prix moyen de 22,35 francs la tonne), soit 69 francs.

— pour produire 1 tonne de fonte avec du minerai importé (82,59 francs la tonne), il faut 1,6 tonne soit 132 francs.

Bien sûr, les techniques sont différentes (il faut brûler 500 kg de coke pour produire une tonne de fonte avec du minerai exotique, 600 kg avec la minette ; par contre un mélange convenable de 4 parts de minette calcaire pour 1 part de minette siliceuse donne un mélange auto-fondant, ce qui permet d'éviter de rajouter de la chaux comme c'est nécessaire — et cher — pour la sidérurgie au bord de l'eau) ; mais de toute façon actuellement, l'utilisation de la minette permet d'obtenir un coût de production inférieur.

C'est ce qu'ont compris un certain nombre de patrons sidérurgistes (par exemple les commandes de minette de la part des Luxembourgeois s'accroissent). La modernisation de hauts-fourneaux comme Sollac-Patural est orientée dans ce sens. Il s'agit cependant d'une orientation à moyen terme : la part de minerai calcaire utilisé étant beaucoup plus importante, les réserves exploitables (pour les capitalistes) seront épuisées plus vite que le minerai siliceux (utilisable également, mais en développant d'autres techniques). Les investissements actuels en Lorraine sont ouvertement « pour finir en 25 ans les réserves ». Les techniques utilisées (pas de hauts-fourneaux géants) vont sans doute peser à moyen terme sur les prix de revient de l'acier produit.

Toutes les questions tournant autour du minerai de fer seront résolubles dans une France socialiste comptant sur ses propres forces, et déjà même au niveau technique : ainsi, il est possible de substituer la minette au minerai exotique — en la préparant convenablement — au prix d'une faible baisse de rendement. A moyen terme, divers procédés d'enrichissement peuvent être développés, en outre en utilisant par exemple le minerai normand. ■

SIDÉRURGIE : 2/ LA NATIONALISATION

La nationalisation de la sidérurgie va être une pierre de touche dans la négociation du Programme commun. Déjà en 1972, comme le rapporte Marchais «*la sidérurgie a été l'objet de la discussion la plus âpre de toute la négociation. Le PS se refusait catégoriquement à la nationalisation de la sidérurgie, et il était même prêt à faire de ce point un motif de rupture d'un programme commun*». Le PCF avait à l'époque cédé sur un point, estimant sans doute que l'avantage qu'il restait de la signature du programme tel qu'il était valait bien un recul sur ce point.

Actuellement, la situation a bien évolué. Les prises de positions respectives du PS et du PC sont tellement tranchées sur la question (ce qui n'était pas le cas en 1972) que la renégociation risque de buter là sur une position de principe de chacun de ces partis. La monnaie d'échange a déjà été avancée par le PCF lors de ses reculades sur d'autres questions importantes mais la direction du PS a réussi à faire l'unanimité dans ses rangs, le CERES, autrefois chaud partisan de cette nationalisation, se ralliant finalement à une simple prise de participation.

Les positions des diverses variantes de réformisme, dans le fond comme dans la forme, sont les mêmes depuis des années : que ce soit avec l'objectif d'une prise de participation, qui, selon le PS coûterait moins cher tout en suffisant à encadrer efficacement l'orientation générale de la sidérurgie, ou que ce soit avec une position plus à «gauche» comme celle de Chérèque, secrétaire de la FGM CFDT, qui proclame ne pas vouloir mélanger nationalisation et étatisation.

Par contre, si le projet global du

PCF est le même depuis des années, s'il s'articule toujours sur la même base, à savoir la mise en œuvre du capitalisme d'État, la propagande des révisionnistes a sensiblement évolué : leur projet a dû tenir compte en les déformant et en leur retirant tout contenu de classe, des revendications des travailleurs de l'acier, la tactique du PCF a aussi varié en fonction du rapport de force avec le PS.

En 1967, le projet du PCF est ouvertement un projet permettant la mise en œuvre d'un «programme de gouvernement», car il s'agit à l'époque de mettre en place les conditions d'un accord avec la SFIO. Sa propagande prend comme axe «le statut du sidérurgiste», applicable à tous les travailleurs, du manoeuvre au cadre supérieur. La relance de la branche est présentée comme capable de permettre la création de 20 000 emplois nouveaux.

En 1971, (époque du plan Dherse de restructuration et de licenciements) est présenté un «plan d'urgence pour la Lorraine avec comme revendication principale, l'installation de la Saviem à Michéville. Le PCF veut se présenter comme un parti responsable, le meilleur défenseur de «l'économie nationale». La cinquième équipe (point fort des revendications des ouvriers) est rejetée comme une demande gauchiste, le travail en équipe n'est absolument pas critiqué, l'est seulement le fait que les équipes sont insuffisantes et incomplètes («*le patronat emploie une main d'œuvre d'appoint peu expérimentée, ce qui accroît la responsabilité des travailleurs expérimentés et crée artificiellement une opposition entre les travailleurs*»). L'accent est mis sur la critique des directions incapables («*Sacilor est complètement disqualifiée*»), et sur l'anarchie

de la production («les fermetures d'usines sont faites dans la précipitation sans véritable plan d'ensemble, ce qui aboutit à de véritables gaspillages»).

Le développement de ces propositions n'aura pas l'impact nécessaire lors de la négociation du programme commun en 1972, puisque nous l'avons vu le texte final ne parlera que de prise de participation dans la sidérurgie. D'où la virulence de la propagande de ce parti sur la question à l'approche de la renégociation de ce programme. En novembre 1976, le PCF présente au parlement un projet de nationalisation immédiate de la branche. En fait sa tactique vise en grande partie à faire pression sur le PS ; en fait «nationaliser immédiatement la sidérurgie» veut dire : l'inscrire immédiatement dans le programme commun, comme le dira ouvertement un tract diffusé en Lorraine. En résulte l'imprécision générale du projet, qui centre ses attaques sur les trusts, les gaspillages, beaucoup plus qu'il ne met en avant un projet cohérent. Cette imprécision a l'avantage relatif d'esquiver les contradictions, les questions gênantes. Par rapport aux travailleurs, l'équation présentée est simple : «nationalisation = garantie de l'emploi». Le PCF tente bien sûr de s'appuyer sur cette volonté des sidérurgistes de conserver leur emploi au pays. La campagne de propagande culminera en début 1977 avec l'organisation d'un référendum en Lorraine sur la nationalisation, référendum qui malgré la lourdeur des moyens mis en œuvre ne rencontrera que peu d'échos dans les masses.

Toute cette propagande est insuffisante face aux échéances éventuelles de la venue au gouvernement de la gauche : c'est pourquoi les révisionnistes creusent la question de mettre en avant un projet cohérent dans leur logique. Ces choses difficiles, et les premières réponses dont «le plan acier» publié dans l'«Humanité» du 8 juin 1977 est un élément fondamental, sont bien caractéristiques à la fois du genre de société que veut établir le PCF, en même temps que des contradictions qui ne manqueront pas d'éclater très rapidement avec les aspirations des travailleurs.

LES RÉPONSES DU PCF À LA CRISE :

Quand le PCF s'intitule «sauveteur de l'acier»

Nous l'avons vu, un élément fondamental de la crise actuelle est la baisse de la production. Que propose le PCF pour 1983 dans son «plan acier» ? De porter la production à 35 millions de tonnes (elle est de 23,2 en 1976), soit un accroissement d'un peu plus de 7 % par an. A première vue, cet objectif paraît bien irréaliste, alors que le taux d'accroissement de la consommation d'acier en France avant la crise était de moins de 3 %. Le PCF ne table même plus sur une extension de la proportion des exportations puisque son projet mentionne seulement un excédent commercial de 0,5 million, soit en fait quasiment la même situation qu'actuellement (nous reviendrons plus loin sur la réalité de cet excédent). Mais n'oublions pas que les patrons français avant la crise prévoient pour la même époque une production tout juste inférieure aux propositions actuelles du PCF. Cela veut dire que ce parti veut se donner les moyens comme il le dit «de sortir de la crise» et ce en tablant sur une extension très rapide de l'ensemble de l'économie française au moyen d'une politique volontariste.

Pourtant le PC se rend bien compte qu'actuellement comme à moyen terme, la compétitivité de la sidérurgie française n'est pas comparable à celle de ses concurrents les plus dangereux. De plus leur volonté de conserver et même d'accentuer le caractère impérialiste des échanges est ouverte (Buchmann en 1974 dans le numéro 235 d'Économie et Politique : «L'intérêt de la nation n'est pas d'expédier hors des frontières les tôles et les produits longs préfabriqués en France, mais de les transformer en France, même en machines, en automobiles et autres biens de consommation dont l'exportation fournit des quantités bien plus considérables de devises»).

La position de ce parti est de faire de la sidérurgie à moyen terme un secteur de base, autonome, qui ne sera pas en soi générateur de profit, mais dont la puissance permettra massivement d'aider les branches en aval à s'imposer à l'exportation. On ne peut donc pas parler d'exigence de compétitivité au sens strict, mais plutôt d'un élargissement, d'un mode de transfert du profit d'une branche à l'autre, au sein du capitalisme d'État.

Bien entendu de cette façon le PCF transfère tous les problèmes dus à la contrainte extérieure, sur les branches en aval de la sidérurgie. Comment sera développée l'exportation de ces produits ? Que faire face aux mesures de rétorsion prises par les concurrents ? Après avoir nié cette contrainte, les révisionnistes sont bien obligés, devant la dure réalité des faits, de la reconnaître pour en tirer avec Marchais les conclusions (colloque avec les patrons : «*Nous sommes pour que soient prises des mesures de protection à nos frontières*»). Mais qui dit mesures de protection en France dit aussi mesures protectionnistes des pays capitalistes concurrents : comment alors vendre tous ces produits destinés à l'exportation ? D'autant plus qu'il faudra en tirer des profits suffisants pour éponger globalement le déficit de la sidérurgie, déficit qui aura permis leur production !

On le voit la situation est vite inextricable. Le PCF escamote pourtant allègrement toutes ces questions. Buchmann : «*Comme il ne saurait être question de cesser brutalement d'approvisionner les utilisateurs étrangers qui sont actuellement clients des usines sidérurgiques françaises, la seule issue est dans un accroissement aussi rapide que possible de la production française de fonte et d'acier*». Le raisonnement permettant de proposer une telle augmentation de la production est donc simple :

- 1) - la France exporte toujours la même part d'acier,
- 2) - elle exporte beaucoup plus de produits finis,

3) - ce qui nécessite une production de 35 millions de tonnes en 1983 !

En plus, la production et la consommation s'entraîneront l'une l'autre : Buchmann : *«La politique de l'exportation d'acier brut à outrance explique dans une large mesure l'impuissance de la sidérurgie française à approvisionner convenablement le marché intérieur, et par là retarde le développement global de l'économie française.»*

Le manque d'acier est présenté comme une cause du développement insuffisant de l'industrie en général en France : ce n'est pas sérieux alors que le PCF prétend en même temps que c'est la demande insuffisante qui est la cause de la crise de l'acier en France ! Ce qui est plus intéressant c'est l'accent placé justement sur les moyens de relance de la demande d'acier mis en avant par ce parti :

- «1) Extension des équipements collectifs (infrastructures sociales, moyens de transport, génie civil...)
- 2) Relèvement du pouvoir d'achat et de la consommation populaire (logement, équipement ménager, automobiles...)
- 3) Commandes des industries de biens d'équipement (mécanique, constructions navales...).

La plus grande partie du poids de ces mesures concernent l'exportation * avec tous les problèmes que cela engendre pour développer une telle intensification de la production, et surtout la vendre ! Comme un taux d'accroissement de 7% ne saurait raisonnablement être tenu, dans la logique du PCF cela voudrait dire accroître le développement des biens destinés à la croissance intérieure d'un taux de l'ordre de plus de 10% par an, ce qui est proprement inimaginable ! Surtout quand on pense que des secteurs comme par exemple l'automobile ne peuvent être développés indéfiniment et que l'on a bien atteint un stade de saturation (ce qui est vrai aussi pour la construction de «tours à bureaux», où là l'offre excède largement la demande, car des milliers de bureaux sont vides). Quant à l'équipement ménager, il représente un taux telle-

ment faible dans la part de consommation d'acier qu'il ne saurait guère avoir d'influence sur une reprise massive de la production. On le voit, la mise en œuvre d'une telle relance de la production d'acier se heurterait vite à des problèmes proprement insurmontables dans la logique du capitalisme et de ses conséquences pratiques. D'autre part le maintien de la sidérurgie en déficit de longue durée aggraverait tous ces facteurs et placerait la branche en difficulté constante.

FACE À L'AFFAIBLISSEMENT DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Un des symptômes de cet affaiblissement est la baisse régulière de la part des exportations françaises par rapport aux importations. Le commerce extérieur d'acier de la France était autrefois largement excédentaire, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, devant la montée de la concurrence internationale.

Or que propose le PCF pour remédier à cette situation ? D'abord, ce qui paraît étonnant, un très léger excédent dans la couverture du commerce d'acier (+ 0,5 million de tonnes). Notons que ce chiffre est complètement arbitraire dans sa précision, car il est rigoureusement impossible de prévoir aussi à ce point de détail des années à l'avance. Considérons simplement que le PCF veut équilibrer la balance commerciale française pour l'acier, actuellement déficitaire. Le PCF change ainsi nettement d'orientation, lui qui mettait en avant jusque là les «vertus de l'exportation permettant d'acquérir» des «devises pour la nation». C'est que la sidérurgie n'est plus en soi pour ce parti un secteur de haute performance, mais plutôt un secteur de base permettant d'alimenter en aval toute une industrie de transformation qui serait, elle, en pointe et un secteur déterminant dans la stratégie de développement.

L'*Humanité* dans sa présentation du plan acier propose comme première mesure la renégociation avec la CECA. Que l'on sache, les patrons actuels de la sidérurgie n'ont pas manqué de le faire, et s'ils ont essuyé des échecs, en particulier face à la RFA et à la Hollande, c'est simplement que le rapport de force en leur faveur ne leur permettait pas d'imposer leur volonté. Mieux même, quand le PCF fulmine contre les dispositions du plan anti-crise de régression de la production, il feint d'ignorer que ces orientations ont été prises à la demande-même des patrons français, puisqu'elles ont pour but d'augmenter les prix de l'acier !

Le PCF connaît cette réalité. Pourquoi alors ces propositions ? C'est qu'il sait que l'impérialisme français, en déclin ces dernières années, a dû manœuvrer souvent en recul face à ses rivaux. Or, dans les conditions nouvelles (une certaine relance de la production), l'expansion économique pourrait très bien servir de point de départ à une sortie de la crise de l'économie européenne. D'autre part, le PCF espère user de chantage auprès des pays occidentaux comme la RFA, premier partenaire commercial de la France, en les menaçant de s'approvisionner dans d'autres pays, en particulier en URSS et dans le Tiers Monde (un tiers de l'acier français est exporté ; la plus grande partie des tôles fortes Sacilor est produite par sa filiale Dilling, en Allemagne ; toute la minette lorraine exportée l'est vers l'Europe, etc.). D'autre part, ces nouveaux partenaires que le PCF met en avant (en particulier les pays dits socialistes, l'URSS en tête) ne feront aucun cadeau au capitalisme d'État français, surtout que pour l'URSS, l'acier est un secteur hautement stratégique.

Quant au Tiers-Monde, le but est clair : y signer des contrats «mutuellement avantageux» ; mais c'est ignorer la réalité. Pour donner un exemple, l'Algérie se constitue une sidérurgie complète : est-ce que le PCF ne va pas se fournir plutôt en produits semi-élaborés fournis par l'Arabie Saoudite ? Si une certaine communauté d'intérêts peut inciter au premier abord le

capitalisme d'état à signer de larges accords avec l'Algérie, la réalité de la concurrence l'entraînera en même temps à se fournir là où c'est le plus avantageux pour lui dans le cadre de la concurrence, donc à perpétuer la division internationale du travail, conséquence logique de l'impérialisme. De plus, le volontarisme politique du PCF (*«on aura l'appui du peuple algérien»*) ne tiendra pas lourd devant les réalités économiques.

DES CRÉATIONS D'EMPLOIS ?

Il y a actuellement environ 150 000 travailleurs dans la branche, dont 107 000 ouvriers. Si les patrons veulent supprimer 20 000 emplois d'ici les prochaines années, le projet du PCF est de créer 23 000 emplois d'ici 1983.

Pour ce faire, il suffirait, dit le PCF, de mettre en œuvre des mesures sociales comme la 5^e équipe, la semaine de 40 heures pour les employés et les discontinus, de 33 heures 1/3 pour les continus, et la 5^e semaine de congés, ce qui donnerait déjà 12 000 emplois (remarquons au passage que ces chiffres semblent bien correspondre à des effectifs déjà «dégraissés» par les plans patronaux de restructuration, ce qui correspond bien au refus du PCF d'engager la lutte pour éviter les licenciements actuels). L'abaissement de l'âge de la retraite procurerait 11 000 emplois supplémentaires (ce dernier chiffre paraît très exagéré ; par exemple chez Sollac il ne reste qu'une dizaine de travailleurs de 60 ans et plus sur 17 000. Le jeu des retraites anticipées à 57,5 ans - déjà largement mis en place - fait que ces 11 000 emplois possibles correspondent à une réalité déjà largement dépassée).

Prenons tout de même pour base ce chiffre de 23 000 nouveaux emplois. Le but des patrons est d'augmenter sans cesse la productivité, c'est à dire de licencier massivement pour obtenir un nombre d'heures-tonnes le plus bas possible. C'est la raison du démantèlement actuel du secteur sidérur-

gique le plus ancien, le moins rentable. Que propose le PCF ? A la fois d'accroître la productivité et d'augmenter de 20 % les coûts salariaux, ce qui est incompatible dans le cadre d'une économie ouverte sur la concurrence internationale, puisque le prix de revient de l'acier s'en trouverait majoré de près de 10 %. Ce qui serait possible dans le cadre du protectionnisme ; mais ceci n'entre pas dans le projet du PCF, comme Fiterman prend bien soin de le préciser : *«Il n'est pas envisageable que la France se coupe du commerce international.»* ... *«la fermeture des frontières ... cela n'est pas sérieux.»*

La contradiction est aggravée, car le PCF veut principalement maintenir et rénover les installations existantes (rappelons que les capacités de production actuellement existantes sont de 31,5 millions de tonnes). Or, la rénovation porte sur des installations vieilles quant aux normes actuelles de production capitaliste. Ce qui serait tout à fait envisageable dans le cadre du socialisme ne l'est pas dans une économie concurrentielle. Rénover coûte cher et à terme ne permet pas d'obtenir des coûts de production compétitifs avec l'étranger (pour donner un exemple, utiliser les infrastructures d'une batterie d'anciens hauts-fourneaux pour en bâtir une neuve empêche de construire des hauts-fourneaux géants et ne permet pas l'utilisation rationnelle de l'espace entre les nouveaux hauts-fourneaux). Ce qui veut dire qu'à terme le prix de revient de la fonte produite dans ces conditions sera plus élevé que la norme moyenne. D'où bien entendu de sérieuses difficultés pour exporter l'acier à des prix compétitifs ; avec à terme pour le capitalisme d'État une solution : démanteler et licencier...

On voit bien mal dans ces conditions comment pourraient être créés ces 23 000 emplois, et même à terme comment pourraient être évités de nouveaux licenciements !

Le plan prévoit aussi que des dizaines de milliers d'autres emplois résulteraient *«de la combinaison de ce programme et des politiques industrielles mises en place dans les autres secteurs liés à la sidérurgie.»*

C'est un peu la logique du serpent qui se mord la queue : l'accroissement de la production d'acier permettra de relancer les autres secteurs de l'industrie et d'un autre côté, le relèvement de la consommation populaire permettra le redémarrage de la production sidérurgique.

Le projet de réaliser l'augmentation de la productivité à 8 heures par tonne est donc incompatible avec, à la fois la volonté de se placer dans la concurrence internationale, et de créer 23 000 emplois. Le patronat actuel prévoyait - alors que la crise n'avait pas atteint son sommet - une productivité de 8 heures 30 en 1980, hausse permise par la suppression de 20 000 emplois ! (Rappelons qu'en 1974 il fallait en moyenne en France 10 h 50 pour faire une tonne d'acier, et que ce taux moyen est monté en 1975 à 12 heures).

«COMBATTRE LES GASPILLAGES»

Les gaspillages résultant du développement du capitalisme sont multiples dans la sidérurgie, en particulier leur conséquence la plus manifeste, qui est la mise au chômage de milliers d'ouvriers et la volonté des patrons d'en licencier des milliers alors même que l'appareil productif sidérurgique n'est utilisé qu'aux 2/3 de ses capacités. Pour le PCF, la maîtrise de près de 95 % de la production résultant de la nationalisation de la sidérurgie permettrait d'éliminer les doubles emplois et la concurrence anarchique que se livrent les groupes. Or, il y a longtemps que dans la sidérurgie, des accords tacites existent entre les groupes pour le partage des marchés. Au niveau même de la production, des échanges ont lieu entre groupes ; la quintessence de cette entente étant représentée par Solmer, filiale commune des deux grands groupes français. La concurrence existe, bien entendu, avec les gaspillages qui en résultent ; mais ce point est secondaire par rapport au principal, qui est l'entente.

D'autre part, dans la sidérurgie il

n'y a pas irruption de techniques nouvelles bouleversant le marché.

Quelques économies pourraient tout de même être réalisées ; le gain en serait limité mais, surtout, cela ressort exactement de la même logique que celle qui anime Barre aujourd'hui. Supprimer les doubles emplois, c'est utile pour le capitalisme et surtout... qui en fait les frais, si ce n'est les travailleurs ? Car, explicitement, supprimer des doubles emplois veut dire : supprimer des emplois.

Ce gaspillage signifie également : mort de régions entières, désertification, exil vers des régions saturées. Comment agit le PCF pour s'opposer à cette tendance au développement inégal des régions, produit direct du capitalisme ? Que fait-il pour s'opposer au démantèlement de l'industrie lorraine, si ce n'est concentrer ses efforts pour obtenir l'implantation de Saviem dans la région (ce qui créera tout juste quelques centaines d'emplois et en même temps ne fera que déplacer le problème puisque les autres régions d'implantation possible ne bénéficieront pas de ces emplois).

Une autre forme de gaspillage consiste dans le développement démesuré de ce que la bourgeoisie appelle «les activités tertiaires». Pour donner un exemple, il y avait dans la sidérurgie 126 000 ouvriers en 1953 pour 24 000 ETAM (employés, techniciens et agents de maîtrise) et cadres. Ces chiffres sont passés en 1975 à, respectivement, 107 000 et 49 000. Ce qui ne veut pas dire que tous les ETAM et Cadres soient des bureaucrates et autres parasites. Mais le socialisme permettra d'alléger toutes ces tâches dans la branche ou de les supprimer (encadrement répressif, publicité, etc...).

Le PCF, dans sa propagande, fait au contraire miroiter le développement de ces secteurs et, dans son plan acier, parle de «*créations d'emploi*» en général, sans jamais être plus explicite sur la composition sociale de ces emplois, sinon en mentionnant le couplet habituel sur «*le développement de la recherche qui remplacera l'intensification du travail*» et la collaboration à venir avec «*le personnel d'enca-*

drement, actuellement confiné le plus souvent dans des tâches d'exécution excluant tout initiative personnelle» (l'*Humanité* du 16 novembre 76). D'autre part, le travail en intérim continuera, puisque le PCF veut le «*limiter*» mais non le supprimer, comme il ne propose que «*d'accélérer les procédures de titularisation des travailleurs embauchés sous contrat temporaire*».

Un autre point est très révélateur de la logique du PCF : c'est que son dernier plan ne parle absolument plus de la minette lorraine. Est-ce que le PCF compte, par le biais de ses soi-disant liens privilégiés avec le Tiers Monde, obtenir un minerai à bon compte ? Ce serait ignorer complètement la volonté de ces pays de faire payer leur richesse à un juste prix. Et c'est également révélateur de la politique de ce parti : il est facile devant les masses de critiquer les «bradeurs de l'indépendance nationale». La réalité de l'approche de la venue au gouvernement rend ces messieurs beaucoup plus réalistes (c'est-à-dire conséquents avec leur logique capitaliste). Cette évolution était sensible depuis plusieurs mois : sur le terrain les révisionnistes reconnaissent «qu'objectivement» la bourgeoisie avait raison : la minette n'a pas un avenir à long terme. Maintenant les choses sont claires et les propositions passées de créer des emplois dans les mines de fer paraissent encore plus démagogiques !

Quand le PCF oscille entre des mesures destinées à placer complètement la sidérurgie sous le contrôle étroit et tâtilon de l'Etat et des mesures qui consistent à créer quatre sociétés de bassins dotées de l'autonomie de gestion (Nord-Pas de Calais et Normandie, Lorraine, Centre, Midi) c'est qu'il est bien conscient des nouveaux gaspillages qu'entraînerait une centralisation bureaucratique de la gestion. Bien entendu, ces mesures sous la volonté de remédier aux «excès» du centralisme, ne peuvent qu'accroître les contradictions qui ne manqueront pas de se dévelop-

per dans une industrie formellement propriété collective que les travailleurs ne dirigeront pas. Pour donner un exemple, l'autonomie de gestion, si elle permet de fixer les prix par les sociétés de bassins, favorisera les régions où sont implantées les usines plus compétitives. Quel consommateur d'acier achèterait à des prix supérieurs dans les autres centres ? Si les prix sont fixés centralement, cela voudra dire que ces prix ne correspondent pas aux prix de revient effectifs : dans tous les cas, chaque société fera le maximum pour obtenir un prix de revient le plus bas possible, c'est-à-dire en exploitant les travailleurs au maximum.

LES MOYENS DE FINANCEMENT DU PLAN

Comme on l'a vu, le financement global de la sidérurgie française est considéré par priorité par le PCF dans la mesure où cette industrie va servir de base à l'accumulation dans les autres secteurs de la production. En fait, l'examen du tableau de financement prévisionnel montre que les transferts qui devraient se mettre en place veulent favoriser le contrôle direct de la sidérurgie par l'Etat, plutôt que par les sociétés diverses de crédit (on voit poindre ici la rivalité entre le PC et le PS, le premier voulant contrôler directement les branches diverses de l'industrie, le PS préférant «orienter», entre autres, par le moyen du crédit. C'est un des indices de la différence entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme classique).

D'autre part, certaines «économies» ne sont pas évidentes : par exemple, dire que la rénovation des installations en activité va économiser quatre milliards par rapport aux plans de la bourgeoisie (12 milliards sur une période un peu plus courte) est tout à fait arbitraire : en fait, l'économie serait très inférieure.

o La lutte contre les gaspillages que le PCF présente comme la solution à la crise a une portée fort limitée dans le cas de la sidérurgie. La rationalisation de la production de cette branche est en effet déjà très poussée par suite du développement monopoliste. Aussi la source de gaspillages que le PCF prétend tarir est celle qui résulte du sous-emploi des capacités de production qui signifie l'utilisation des hommes (chômage) et des machines. C'est pourquoi le projet à moyen terme du PCF (son plan acier) trouve sa cohérence apparente dans l'objectif de produire beaucoup d'acier.

o Mais comment l'écouler ? La réponse du PCF se situe à deux niveaux :

— en élargissant la consommation intérieure par la relance de la consommation ; mais il est clair que

cela ne peut assurer l'écoulement de la totalité d'une production de 35 millions de tonnes par an.

— la véritable solution proposée par le PCF à la question des débouchés est alors la suivante : développer les exportations de produits incorporant beaucoup d'acier.

Le problème de la sidérurgie est ainsi déplacé vers les autres branches : comment assurer l'écoulement de ces produits transformés de la sidérurgie ?

o Cette question débouche donc sur celle de la capacité exportatrice de l'économie française, donc sur celle de sa compétitivité. La production d'acier doit alors se faire dans les conditions moyennes de productivité du marché mondial, sinon les produits transformés de la sidérurgie (machine outil, automobile...) seront plus chers que les produits étran-

gers et ne pourront être vendus... Ainsi, alors que le PCF tente d'accréditer l'idée qu'il serait possible de faire reculer la pression de la concurrence capitaliste internationale sur la sidérurgie en mettant en place un certain protectionnisme (et donc d'éviter les gaspillages dûs à cette concurrence), la «contrainte extérieure» se trouverait réintroduite par l'exigence de débouchés pour les branches consommant l'acier. Et avec le jeu de cette contrainte extérieure, c'est toute la loi du profit qui s'exprime et approfondit la crise.

o Cet approfondissement de la crise, ce seraient les masses qui seraient appelées à en faire les frais par la poursuite du chômage et par l'intensification du travail, réduisant à néant toutes les belles promesses que le PCF fait aux sidérurgistes. ■

CHIMIE :

1/ LA CRISE

LES CONDITIONS DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL DANS LA CHIMIE

Le VI^e Plan estimait que dans une génération, l'industrie repasserait à près de 80% sur la chimie : 4/5 de la production de ce secteur est en effet dirigée vers les autres industries et l'agriculture :

- biens de consommation (textile, automobile, pharmacie...)
- biens de production (constructions électriques...)
- biens intermédiaires (matériaux de construction...)

Par ailleurs, la part relative des produits chimiques dans la production des branches utilisatrices a tendance à augmenter.

Avant la crise, selon les statistiques de l'ONU, la production industrielle s'accroissait dans le monde de 6% par an dans son ensemble, mais l'industrie chimique atteignait un taux de 10%, et la pétrochimie des taux situés entre 10 et 20%.

La diversité d'utilisations des produits chimiques, le taux de croissance élevé de cette production expliquent qu'on ait parfois qualifié la chimie «d'industrie industrialisante».

La nature de la production chimique est assez originale : à partir d'un petit nombre de produits de base (voir encadré), elle élabore, par des séquences plus ou moins longues de réactions chimiques appelées filières de production une grande diversité de produits finaux (plusieurs milliers).

Les conditions d'accumulation du capital diffèrent assez sensiblement selon qu'il s'agit de produire les grands intermédiaires ou les produits spécialisés de fin de filières.

La production des grands intermédiaires

La production des grands intermédiaires s'effectue aujourd'hui dans des unités de taille considérable (500 000 à 1 000 000 tonnes annuelles pour l'éthylène). Les investissements nécessaires, dont la durée de réalisation n'est pas inférieure à 5 ans, créent bien peu d'emplois : dans les grandes unités d'éthylène, le capital investi par travailleur est de l'ordre de 2 à 2,5 millions de francs, tandis que les coûts de main d'œuvre et d'entretien représentent moins de 1% du chiffre d'affaires annuel. Les investissements par personne employée sont plus élevés que pour le raffinage du pétrole. La production des grands intermédiaires de la chimie est donc incontestablement une industrie lourde (les investissements représentent en moyenne 20 à 25% du chiffre d'affaires dont 4% pour la recherche-développement et 5-6% pour la lutte contre la pollution).

Depuis un peu plus de 10 ans, le pétrole s'est substitué au charbon comme matière première. Mais différents types de produits pétroliers peuvent être utilisés en pétrochimie : gaz naturel, produits légers de distillation (naphta), pétrole brut lui-même. Or chacune de ces matières premières nécessite des installations spécifiques dont le coût varie sensiblement de l'une à l'autre : par rapport au coût des unités fonctionnant au naphta, celui des unités

*Que signifie
le projet
de nationalisation
de Rhône-Poulenc
à la lumière
de la situation
de la chimie française ?*

LES PRODUITS CHIMIQUES

DE LA MATIERE PREMIERE AU PRODUIT FINI

L'industrie chimique repose sur la transformation d'hydrocarbures solides, liquides ou gazeux, de phosphates naturels, de soufre et de matières sulfureuses, de sel. De ces *matières premières* sont dérivés un petit nombre de *produits de base* :

- ammoniac, chlore, soufre, soude, acide sulfurique... pour la chimie minérale,
- oléfines (éthylène, propylène, butadiène), aromatiques (benzène, toluène, xylènes, naphthalène...) pour la chimie organique.

Les produits de base ne sont pratiquement pas destinés au consommateur final. Ils donnent naissance, par un nombre limité de réactions chimiques, aux *produits intermédiaires* (pour la chimie organique, on peut citer formol, méthanol, acétone, chlorure de vinyle monomère, phénol, cumène, styrène, oxyde d'éthylène, de propylène, acrylonitrile, acide adipique, caprolactame...).

Ces produits intermédiaires sont

transformés en plusieurs milliers de produits destinés à d'autres industries ou au consommateur final. La séquence d'opérations conduisant du produit de base (en amont) au produit final (en aval) constitue une *filière de production*. Les filières se multiplient au gré des innovations, du progrès technique, de l'évolution des besoins. Un même produit final peut être obtenu par plusieurs filières de production, le choix dépendant de conditions technologiques ou économiques.

TROIS GRANDES CATEGORIES DE PRODUITS

Le chiffre d'affaires global du secteur chimique se répartit approximativement en :

- 20% de chimie minérale (ammoniac, chlore, soufre, soude, acide sulfurique, phosphate, engrais...)
- 30% de chimie organique (grands intermédiaires, matières plastiques, élastomères, colorants, colles, explosifs, pharmacie...)
- 50% de parachimie (abrasifs, parfumerie, peintures, vernis, encres, droguerie...)

La chimie minérale ou organique fait appel à des investissements par personne employée importants ; c'est une industrie lourde, contrairement à la parachimie.

PASSAGE DE LA CARBOCHIMIE A LA PETROCHIMIE

Les années 60-70 ont vu le pétrole remplacer le charbon comme produit de base, les produits pétroliers étant plus concurrentiels que le charbon, et à cause de l'augmentation considérable de la demande.

Parmi ces produits pétroliers, on peut citer le *naphta*, sous-produit léger du raffinage du pétrole, dont l'usage en chimie entre en concurrence avec la production d'essence carburant. Le naphta est traité dans des *vapocraqueurs* de capacité très importante. D'une façon générale, la production d'intermédiaires s'effectue dans des unités de taille croissante nécessitant des immobilisations massives (900 millions pour le vapocraqueur de 450 000 tonnes construit par Naphta chimie, filiale de BP et de Rhône-Poulenc à Lavera il y a quelques années).

au gaz naturel est inférieur de 15 à 25%, celui des unités au pétrole brut supérieur de 20%. La rigidité inhérente à la dimension des investissements, la possibilité de recourir à plusieurs matières premières, et la spécificité des installations correspondantes soumettent la rentabilité des capitaux investis dans la production d'intermédiaires à d'amples fluctuations : selon les variations de prix des matières premières, la compétitivité relative des différentes installations sera modifiée. Cette instabilité frappe davantage les capitalistes européens, qui importent l'essentiel de leurs matières premières (la situation de certains d'entre eux pourrait se modifier avec l'exploitation des gisements

de Mer du Nord) que les USA qui disposent de ressources abondantes en gaz naturel.

D'autres facteurs menacent encore la compétitivité des installations en fonctionnement : les fluctuations des marchés, l'apparition de procédés techniques nouveaux. Pour tenter de réduire ces facteurs d'instabilité, les groupes des pays capitalistes développés ont eu tendance, dans une certaine mesure, à coordonner leurs investissements et à procéder à des échanges de production.

La crise a accentué l'instabilité de la rentabilisation du capital dans la production des grands intermédiaires du fait qu'elle a in-

terrompu une période de stabilité à bas niveau des prix d'approvisionnement et d'expansion régulière des marchés.

La production de produits finis

Les investissements de production sont généralement moins élevés, mais les dépenses de recherche et de mise au point sont relativement plus importantes que pour les intermédiaires. Les produits, finis sont souvent plus rentables que les intermédiaires mais ils correspondent souvent à des créneaux trop étroits pour le marché intérieur et exigent un développe-

ment des exportations (pharmacie, phytosanitaire, colles, vernis, encres, produits photographiques, peintures...). Le PDG d'Hœchst France déclarait récemment : «*Le développement d'une chimie prospère... (ne peut) se concevoir qu'en s'appuyant sur un marché suffisamment vaste et aucun des grands pays européens n'atteint seul la dimension «critique».*

La conquête des marchés étrangers prend notamment la forme d'exportation de capitaux qui s'implantent directement dans un certain nombre de pays ; il s'agit alors :

- de se rapprocher des marchés de consommation, pour mieux les connaître et s'y adapter, économiser les coûts de transport, tourner les protections douanières.
- de rechercher des coûts plus bas, notamment là où les règlements anti-pollution sont quasi inexistant.
- de contrôler des sources de matières premières.

En résumé, la chimie se caractérise par la contradiction entre la nécessité d'une accumulation massive de capital pour abaisser les coûts de revient et les facteurs d'instabilité liés à la substitution entre filières de production au gré des variations de prix relatifs et des innovations techniques, et le rôle croissant de la conquête des marchés extérieurs.

Au cours des 15 dernières années, marquées par un renforcement de la concurrence internationale, l'accumulation du capital dans la chimie des pays européens s'est poursuivie dans le sens d'une accentuation de son internationalisation (dépendance extérieure pour la fourniture des matières premières et les débouchés de la production finale, interdépendance des productions).

LA CHIMIE FRANÇAISE ET LA PLACE DE RHÔNE-POULENC

La chimie française occupe la 5^e place dans le monde après les USA, la RFA, l'URSS, le Japon, à peu près à égalité avec la Grande-

STRUCTURE DE LA PRODUCTION CHIMIQUE EN FRANCE ET DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS (1974)

	Structure de la production française (% de CA)	Importations en % de la production française	Exportations en % de la production française
Spécialités			
pharmaceutiques	17,5	1,3	13,3
Chimie fine	14,7	53,4	47,5
Intermédiaires			
pétrochimiques	14,4	26,9	33,5
Engrais	11,9	16	10,6
Autres produits			
minéraux	11,8	24,6	32,9
Matières plastiques	9,9	61,8	60,7
Peintures, vernis, encres	5,5	1,7	8,5
Phytosanitaire	2,9	31,5	24,6
Produits photographiques	2,2	40,5	36,9
Total	100		

Bretagne. En 1965, elle occupait la 4^e place, le Japon la 5^e. En 1970, elle avait reculé d'un rang, le Japon passant à la deuxième place. Malgré des restructurations importantes opérées depuis 1965 (voir ci-dessous) elle maintient difficilement ses positions.

La balance commerciale connaît un net excédent (bien qu'en diminution sensible). Mais cet excédent est obtenu grâce aux pays de la zone franc (fraction de l'ancienne zone d'influence coloniale de la France) ; avec ses principaux concurrents européens, les exportations ne dépassent pas 80% des importations.

La comparaison avec la chimie allemande, dont le chiffre d'affaires dépasse de plus de moitié celui de la chimie française est particulièrement significative :

- de longue date la chimie allemande s'est constituée comme une industrie à part entière, alors que la chimie française s'est largement développée au gré du hasard, en dérivation ou en liaison directe avec d'autres activités considérées comme principales : l'industrie de l'azote est issue de la mise en valeur de brevets allemands après la guerre de 14-18,

les installations de Lacq sont liées à la désulfuration du gaz, la chimie des charbonnages trouve son origine dans l'utilisation des gaz de cokerie, la production de soude par Saint Gobain ou Péchiney était nécessaire à la fabrication respective de verre et d'alumine...

- les capitalistes allemands ont constitué de puissants groupes diversifiés, intégrant largement les productions des matières de base aux produits finis ; en France, sur un marché intérieur protégé par des barrières douanières élevées, la chimie s'est étendue au gré de l'apparition de besoins nouveaux par constitution de filiales ou d'associations en participation entre capitalistes fournisseurs et utilisateurs. En 1965, 127 filiales sont communes aux huit premiers groupes (RP se réserve le plus souvent le contrôle majoritaire de ses filiales). Ce type de stratégie permet de répartir les coûts d'investissement et assure en même temps les débouchés puisque chaque opération répond à un objectif précis.

- En Allemagne, les pétroliers sont étroitement associés aux chimistes pour la production d'intermédiaires de la chimie organique ou minérale, souvent sur le même site. En France, les chimistes sont

en position d'infériorité par rapport aux pétroliers : handicapés par la loi du 30 mars 1928 sur le régime d'importation du pétrole, qui ne leur a pas permis, jusqu'en 1973 (et encore seulement pour CdF-chimie) d'obtenir d'autorisations d'approvisionnement direct, ils ont amorcé avec retard sur leurs concurrents européens ce type d'associations avec les pétroliers (Péchiney et BP dans Naphta Chimie, Saint Gobain et Shell dans la compagnie des produits chimiques et raffineries de Berre, puis Progil, Kuhlmann et Elf-Erap à Feyzin). Les pétroliers ont ainsi eu tendance à produire eux-mêmes des grands intermédiaires : en 1965, plus de 80% de la capacité de production d'éthylène leur revenait.

- La production est beaucoup plus concentrée en Allemagne qu'en France : BASF emploie 50 000 ouvriers à Ludwigshafen, Bayer 80 000. De tels centres existent aussi au Bénélux, en Grande-Bretagne. En France, les plus grandes usines regroupent environ 4 000 personnes.

- L'abandon du charbon comme matière première principale s'est fait plus tardivement en France que chez ses principaux concurrents. Cette conversion s'explique à la fois par la mise à disposition des chimistes de produits pétroliers en quantité et à bas prix, et par l'insuffisance du gaz de cokerie, sous-produit sidérurgique, en regard d'un marché de produits chimiques en forte expansion.

Enfin, vers le début des années 60, les pétroliers disposaient d'un excédent de produits légers de distillation qui pouvait être valorisé par sa transformation en produits chimiques.

- Le passage de la carbochimie à la pétrochimie a entraîné, une course au gigantisme des installations productives d'intermédiaires, pour en comprimer le prix de revient unitaire (cette compression a été obtenue aussi par l'intensification des cadences, l'aggravation des conditions de travail, la dégradation de l'environnement). En moins de 10 ans, les capacités de production des vapo-craqueurs (destinés à produire des oléfines par craquage à la vapeur de naphta) ont été multipliées par

10, de même que les capacités des unités de production d'ammoniac.

Cette évolution a été plus lente en France que chez ses principaux concurrents.

- Vers le milieu des années 60, les principaux groupes français étaient peu diversifiés : 57% du chiffre d'affaires de RP était réalisé dans le textile, alors que des difficultés apparaissent dans cette branche autrefois florissante (Rhodiacheta, 1967) ; ce taux ne dépassait pas 15% pour les principaux groupes allemands dont le chiffre d'affaires progressait plus rapidement.

Vers le milieu des années 1960, la chimie française se caractérisait donc par la dispersion des centres de décision, l'émiettement des ressources financières parmi une constellation de filiales, des groupes peu diversifiés et peu intégrés, plutôt dominés par les pétroliers, des unités de production de capacité généralement inférieure à celle de leurs principaux concurrents. Ces caractéristiques constituaient autant de handicaps dans les nouvelles conditions d'accumulation du capital marquées par une large ouverture des frontières à la circulation des produits, telles qu'elles ont été rappelées dans le premier paragraphe. La faiblesse de la chimie française était encore perceptible au déséquilibre profond entre la forte implantation du capital étranger en France (en 1973, il comptait pour 40% des ventes et 48% des investissements dont 35% et 38% respectivement pour les sociétés à participation étrangère majoritaire), en extension régulière au cours des années 60, et l'internationalisation limitée du capital français dans ce même secteur.

Une réaction énergique s'imposait donc à la bourgeoisie, sous la forme d'une profonde restructuration du secteur.

La restructuration du secteur chimique

Le IV^e Plan (1962-65) contenait déjà des recommandations en vue de la restructuration du secteur chimique. Le V^e Plan précisait à

son tour : « Dans la plupart des grands secteurs (chimie, pharmacie...) le nombre des groupes devrait être limité, souvent réduit à un ou deux ».

Dans le secteur public, l'Etat donne l'exemple en 1965. Dans le secteur privé, les grandes manœuvres s'amorcent un peu plus tardivement (1969) après la fusion manquée Ugine-Kuhlmann en 1966.

En 1971, la moitié des vingt premières sociétés chimiques de 1965 avaient disparu à la suite de ce processus de réorganisation dans lequel 18 d'entre elles avaient été impliquées.

Dans le secteur privé :

- RP avait absorbé Progil et Péchiney-Saint Gobain
- Ugine-Kuhlmann avait rejoint Péchiney
- Nobel-Bozel était devenue filiale de la Centrale Roussel-Nobel
- Pierrefitte avait fusionné avec les Produits Chimiques d'Aubry

Dans le secteur d'Etat :

- L'Office national industriel de l'azote avait fusionné avec les mines domaniales de potasse d'Alsace pour former l'Entreprise Minière et Chimique (EMC)
- La SNPA avait constitué le groupement ATO avec la CFP
- Les Charbonnages de France avaient regroupé leurs activités chimiques dans CdF-Chimie.

A la suite de ces opérations, le capital dans le secteur chimique se trouvait nettement plus concentré, bien que de nombreux recouvrement d'activités subsistaient encore entre ces groupes (engrais, intermédiaires de la chimie organique et dérivés, ammoniac, chlore...) à la veille de la crise.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE FACE À LA CRISE

L'industrie chimique a connu en Europe avant la crise, plusieurs années de forte croissance de la production et des investissements.

CLASSEMENT DES GROUPES CHIMIQUES EUROPÉENS

1) - 15 premiers groupes classés selon l'importance du chiffre d'affaires réalisé dans la chimie (milliards de francs)

1	Hoescht	Allemand	35,5
2	Bayer	Allemand	30,3
3	BASF	Allemand	28,9
4	ICI	Britannique	25,0
5	Montedison	Italien	20,7
6	Unilever	Anglo-hollandais	17,9
7	Rhône-Poulenc	Français	17,9
8	AKZO	Hollandais	16,2
9	Ciba-Geigy	Suisse	15,4
10	Shell	Anglo-hollandais	13,4
11	Courtaulds	Britannique	10,6
12	Solvay	Belge	9,1
13	Henkel	Allemand	9,0
14	Hoffmann Laroche	Suisse	8,1
15	Sandoz	Suisse	6,7

ques, engrais... Ce fut le cas notamment d'Akzo, d'ICI...

En 1976, malgré une certaine reprise, le niveau de production de 1974 n'a pas été retrouvé. La chimie organique a compensé son recul ; les fils et fibres se sont aussi nettement redressés ; mais la chimie minérale a pratiquement stagné à cause de la dégradation du commerce des engrais dont les exportations ne représentaient plus que 29% des importations (77% l'année précédente).

Le commerce extérieur de la chimie française est très concentré puisque 6 pays comptent pour plus des 3/4 des importations et des exportations (RFA, Belgique-Luxembourg, Pays-bas, USA, Royaume-Uni, Italie). Les principaux déficits ont été observés en 1976 avec la RFA, les USA, les Pays-Bas, la Belgique, les principaux excédents avec l'Italie, l'Espagne, l'Algérie, le Brésil.

Ce commerce porte souvent sur une fraction élevée de la production (30% pour la chimie organique. Voir tableau).

Ces données traduisent à la fois l'interpénétration poussée des

L'évolution de la conjoncture

De 1971 à 1973 les capacités de production de grands intermédiaires de la pétrochimie ont augmenté de 52%, soit un taux supérieur à celui enregistré aux USA et au Japon. Au milieu de l'année 1973, un accroissement supplémentaire de 30% était prévu pour 1976-1977. La croissance des marchés, l'accélération de l'inflation stimulaient les investissements. Après la hausse du prix du pétrole, des achats spéculatifs ont encore gonflé la demande : 1974 a connu une production-record, malgré les premiers effets du «plan de refroidissement». La poursuite de ce plan, et le déstockage ont entraîné en 1975 un retournement très net, avec une baisse importante de la demande sur le marché intérieur, partiellement compensée à l'exportation. De sorte que le commerce extérieur est resté globalement en sur-équilibre (les exportations représentant 1,19 fois les importations), un déficit important continuant toutefois d'être enregistré avec la CEE.

Les autres pays capitalistes européens ont connu eux aussi la

récession ; les groupes ont été d'autant plus touchés qu'ils étaient davantage engagés dans les productions les moins «résistantes» : fibres, matières plasti-

2) - Classement des premiers groupes par catégories de produits (chiffre d'affaires en milliards de francs).

Engrais		Plastiques		Fibres	
BASF	5,0	Bayer	7,6	Courtaulds	8,3
ICI	5,0	BASF	5,0	AKZO	6,2
DSM	3,1	Hoechst	4,6	RP	5,1
Gardiner	2,9	Solvay	3,7	ICI	5,0
Montedison	2,4	ICI	3,2	Snia Viscosa	4,4
EMC	2,3	Ciba	2,3	Montedison	3,1
		Rhône-Poulenc	2,3	Hoechst	2,8
Pharmacie			Phytopharmacie		
Hoffmann-Laroche	8,1(60% pour les produits pharmaceutiques proprement dit)		Bayer	5,8	
Hoechst	5,7(dont 3,1 pour Roussel-Uclaf)		Ciba-Geigy	4,1	
Ciba-Geigy	4,4		RP	1,5	
Bayer	3,9		ICI	1,4	
Sandoz	3,6		BASF	1,1	
RP	2,9		Hoechst	0,7	

chimies des pays capitalistes développés, leur aspect complémentaire, de même que la faiblesse relative de la chimie française.

Pour RP, 1975 s'est soldé par un recul du chiffre d'affaires de 20% sur 1974 et un déficit de près d'un milliard, imputé pour l'essentiel au textile. En 1976, le déficit s'est réduit à 360 millions, mais ce résultat est la compensation d'un déficit bien supérieur (500 millions) imputé au textile et d'un excédent enregistré pour les autres productions. Le chiffre d'affaires avait pratiquement retrouvé son niveau de 1974, en forte croissance à l'étranger.

Les chiffres précédents doivent être interprétés avec une certaine réserve, les capitalistes pouvant facilement par des artifices comptables (reprise de réserves, transferts d'une branche à l'autre) faire varier le montant de leur résultat financier, et sa structure entre les différentes activités. Ils expriment cependant que la crise a laminé les profits du groupe et donc ses capacités d'investissement.

Au-delà de ces fluctuations conjoncturelles, la crise a accentué ou amorcé des changements durables dans les conditions de l'accumulation du capital dans la chimie qui tendent globalement à affaiblir encore l'impérialisme français dans ce secteur. Ces changements sont les plus nets pour le textile, les engrais, les intermédiaires de la pétrochimie.

DES CHANGEMENTS DURABLES ISSUS DE LA CRISE

Le textile

1975 a été marquée par un accroissement de la part du Tiers-Monde dans la production de fibres chimiques et d'articles textiles de consommation. Cette production est d'ailleurs souvent obtenue dans des usines installées et contrôlées par les pays capitalistes développés ; la part des exportations du Tiers-Monde en direction de l'Europe originaire de Hong-Kong, Taïwan, et de la Corée du Sud est passée de 40,5% en 1970 à 49% en 1975.

Alors que la production de fibres chimiques diminuait de 19% en Europe, de 11% aux USA et au Japon, elle s'accroissait de 6% dans les pays du Tiers-Monde.

C'est ainsi que la part de ces pays dans cette production est passée en 10 ans, de 1966 à 1976, de 23% à 34% dont

- 12% à 28% pour les synthétiques
- 31% à 50% pour les cellulosiques.

Or on s'attend dans les années à venir à un ralentissement du taux d'accroissement de la consommation mondiale de fibres chimiques et à une stagnation ou même une récession pour les fibres cellulosiques.

Cette double évolution contradictoire (extension des capacités de production des pays du Tiers-Monde, forte compétitivité due à une exploitation féroce des travailleurs et tendance au freinage de la consommation) est source de difficultés croissantes pour les textiles chimiques français :

- leur exportation, qui représente actuellement 60% de la production de fils et fibres sera plus aléatoire
- la pénétration du marché français par ces produits s'accroît très rapidement : en 1976, la quantité de textiles importés était de 76% supérieure à celle livrée sur le marché intérieur par les producteurs français (contre 40% en 75 et 4% en 1973).

Face au rétrécissement simultané des marchés extérieurs et intérieurs, RP a décidé en bonne logique capitaliste :

- de se concentrer sur «les produits en développement et sur ceux pour lesquels il tient une forte position : fil et fibre nylon et polyester, acryliques, non tissé pour les travaux publics et le bâtiment, fibranne» et d'abandonner en conséquence le fil acétate, d'où la fermeture définitive de l'usine de Péage-de-Roussillon.
- d'exporter des capitaux en Thaïlande, Indonésie... pour bénéficier aussi des bas coûts de main-d'œuvre.

Le président d'Akzo, groupe germano-hollandais, qui a procédé au licenciement de plusieurs milliers de travailleurs du textile, ces deux dernières années, esti-

maient en 1975 que 500 000 emplois pourraient disparaître en Europe dans le textile d'ici 1980 du fait des bas prix pratiqués dans les pays du Tiers-Monde.

Et l'expérience montre qu'il n'est pas dans l'intention de la bourgeoisie d'inverser cette évolution, même si les luttes des travailleurs la contraignent à en réduire l'anarchie par des mesures limitées de contrôles des échanges commerciaux (accords bilatéraux, contingentements...).

Les engrais

Le marché français des engrais est le deuxième des pays capitalistes occidentaux après celui des USA. Par suite de la baisse du pouvoir d'achat des paysans (ou du moins de sa stagnation) ces trois dernières années, la demande d'engrais a diminué ; mais la production intérieure a chuté davantage à cause d'une poussée considérable des importations.

Pour les engrais phosphatés, ces importations proviennent des USA. Les producteurs américains disposent de matière première (phosphate) localement, et d'un vaste marché intérieur, absorbant 75% de leurs ventes, qui leur permet d'amortir leurs coûts. Aussi peuvent-ils vendre en France l'acide phosphorique (engrais) au même prix (quadruplé en 1974) que les capitalistes français achètent la matière première (phosphate). De sorte que ces importations des USA ont augmenté de 107% en un an, leur part dans les importations d'engrais phosphatés passant de 40% à 75%.

En 1976, cette situation s'est encore aggravée : les unités de phosphate installées en France n'ont pas produit plus de la moitié de leurs capacités.

Pour les engrais azotés, ce sont les importations en provenance des pays de l'Est qui expliquent principalement le maintien aux 3/4 seulement du taux d'utilisation des capacités de production française.

De 1973 à 1976, la part des importations d'engrais azotés en provenance des pays de l'Est dans la consommation totale en France est passée de 17% à 23%.

Ce type d'importations constitue notamment la contrepartie des exportations vers les pays de l'Est. En échange de biens de haute technologie, les capitalistes français sont contraints au titre de la « politique des compensations » d'accepter des produits fabriqués par ces pays, souvent même dans les usines qu'ils y ont installées : c'est ainsi qu'un accord franco-polonais conclu récemment par Creusot-Loire Entreprises prévoit le paiement d'une usine d'engrais par les produits finis de cette usine.

Ce type d'accord est loin d'être isolé (accord PUK-URSS pour la construction d'une usine d'alumine, accord Peugeot-Citroën-Roumanie pour la construction d'une usine d'automobiles). Il révèle la faiblesse de l'impérialisme français vis-à-vis du social-impérialisme qui ne lui ouvre de nouveaux débouchés qu'au détriment d'autres activités et en définitive de l'emploi des travailleurs.

Les grands intermédiaires de la pétrochimie

Les ressources financières supplémentaires dégagées par l'augmentation du prix du pétrole ont incité les pays producteurs à édifier ou à étendre leur propre industrie pétrochimique.

Ce sont généralement les grands groupes pétroliers ou chimiques internationaux qui prennent en charge l'étude et la réalisation des projets, conjointement avec les pays qui les ont décidés.

En contrepartie, ces groupes négocient des contrats d'approvisionnement à long terme de matière première ou reçoivent une partie de la production issue des nouveaux complexes. Plus rarement, ces opérations donnent lieu à des investissements dans le pays d'origine du groupe.

Neuf projets de montant compris entre 3,5 et 5 milliards de francs ont déjà été mis à l'étude ou engagés par l'Arabie Saoudite avec Shell, Mobil, Dow Chemical... De même, l'Italien Montedison négocie avec le Koweït, Abou Dhabi, la Libye. Au Qatar, CdF-Chimie participe à la construction d'un complexe pétrochimique ; en contrepartie, le Qatar

participe au financement d'un vapocraqueur à Dunkerque.

Ces projets, qui ne se limiteront pas aux grands intermédiaires mais se diversifieront vers l'aval (matières plastiques, engrais...) ne conduiront à des livraisons de produits finis que vers le milieu de la prochaine décennie.

On peut déjà en prévoir des conséquences importantes :

- Pour la plupart de ces pays, la production de l'industrie en voie d'édification est destinée en quasi-totalité au marché mondial.
- Même si les conditions locales de production ne sont pas toujours très favorables (température, disponibilité en eau,...) la disponibilité de matière première permettra à ces pays d'être très compétitifs.

• On estime que les investissements en projet pourront satisfaire dans quelques années 40% de l'accroissement de la demande enregistrée sur les marchés d'Europe, des USA et du Japon et qu'en conséquence, les pays européens réduiront du tiers les investissements pour la production d'éthylène qu'ils auraient autrement réalisés.

• Les capitalistes de la chimie vont donc concentrer davantage leurs dépenses de capital sur les productions les plus élaborées, renforçant leur concurrence en ce domaine où l'impérialisme français est déjà faible, comme en témoigne le taux élevé de pénétration étrangère (pharmacie, colorants, produits photographiques...) de son marché intérieur.

LE TRUST RHÔNE-POULENC

Historique

—Création en 1928 de la société des usines chimiques Rhône-Poulenc (SUCRP)

—En 1961 est formé le holding Rhône-Poulenc S.A. dont SUCRP devient filiale à 100 %.

—En 1969 RPSA qui réalise 57 % de son chiffre d'affaires dans le textile (sa part dans le marché français est tombée cependant de 80-90 % à 60 % en 1968) et 36 % dans la pharmacie prend le contrôle total de :

1) Progil (dont le chiffre d'affaires, équivalent à un septième de celui de RPSA se compose à 88 % de produits chimiques et 12 % de matières plastiques.

Et contrôle majoritaire de :

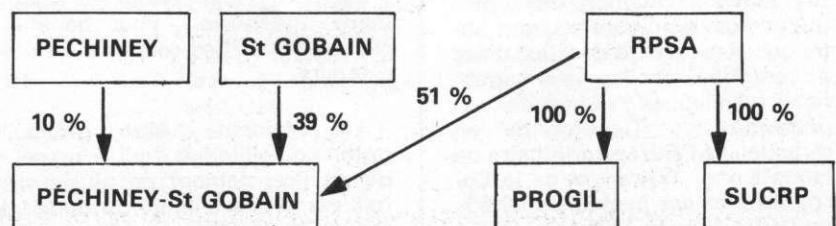
2) Péchiney-St Gobain (son chiffre d'affaires est inférieur d'un peu plus de la moitié à celui de RPSA). Péchiney-St Gobain, intervenant dans le chlore, les solvants chlorés les matières plastiques, les engrais, était handicapée par des capacités de financement insuffisantes, et l'absence de liaison vers l'amont (production d'intermédiaires).

—Les années suivantes, il est procédé à une réorganisation du groupe ainsi constitué :

• En 1971, RPSA reprend la part de St Gobain dans le capital de Péchiney-St Gobain, tandis que fusionnent Péchiney-St Gobain et Progil pour donner naissance à Rhône-Progil.

• En 1973, RPSA rachète la participation de Péchiney.

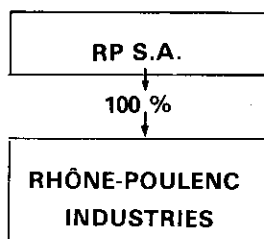
• En 1974, Rhône-Poulenc et



Dossier nationalisation

et SUCRP, filiales à 100 % sont transformées en sociétés financières (holding), leurs activités industrielles et commerciales étant regroupées au sein de Rhône-Poulenc Industries.

● En 1975, le groupe achève sa transformation : RPSA absorbe Rhône-Poulenc et SUCRP.



A cette date, la réorganisation de l'ensemble issu du mouvement de fusion de 1969 est donc achevée.

Structure de gestion

En 1974, a été mise en place une nouvelle structure de gestion dans

laquelle toutes les activités sont regroupées en huit divisions autonomes correspondant à des catégories de produits distinctes :

- Chimie minérale et engrais
- Grands intermédiaires organiques (avec vocation dominante d'approvisionner le groupe, notamment pour les plastiques et les textiles).
- Polymères et matières plastiques (vinyliques, polyoléfines, polyesters...)
- Textiles (fils et fibres synthétiques : polyamide, polyester, acrylique et artificiels cellulosiques : acétates, viscose)
- Films et reprographie
- Chimie fine et spécialités (matières actives, santé phytosanitaire...)
- Phytosanitaire (insecticides, herbicides, fongicides...)
- Santé (humaine et animale)

L'ensemble du groupe contrôle plus de 200 sociétés. On peut citer notamment la GESA, filiale commu-

ne avec PUK qui couvre 30 % du marché français des engrais, Naphtha-chimie, filiale commune à BP organiques, Manolène-N.V. Polyofine, Spécia-Théraplix, Mérieux, matières plastiques, Chavanoz, Sodétal, Godde-Bedin pour le textile, Lautier-Prolabo-Sodif pour la chimie fine, Spécia-Théraplix, Mérieux, Bellon pour la santé.

Les principales filiales étrangères sont RIQT au Brésil, May & Baker en Grande-Bretagne, Rhodia Inc. aux USA, la Viscose suisse, la SAFA (textile) en Espagne, la DRAG (textile) en Allemagne.

Répartition de l'activité

Les ventes du groupe ont presque doublé de 1970 (11 millions) à 1974 (20,3 milliards). A ces deux dates, elles se répartissaient de la façon suivante :

	1970	1974	1976 (1)
Chimie.	49,0	55,9	66,4
dont ventes en France.	42,3	49,4	} 54,4
à l'étranger.	6,7	6,5	
Pharmacie.	13,0	11,2	} 12,0
dont ventes en France.	10,0	8,6	
à l'étranger.	3,0	2,6	
Textile.	33,8	27,8	27,1
dont ventes en France.	18,5	13,9	11,5
à l'étranger.	15,3	13,9	15,6
Pellicules.	4,2	5,1	5,0
dont ventes en France.	4,2	5,0	4,9
à l'étranger.		0,1	0,1
Ensemble.	100	100	100
dont ventes en France.	74,9	76,8	70,7
à l'étranger.	25,1	23,2	29,3

(1) Par suite d'un changement de présentation en 1975, la comparaison détaillée n'est pas possible.

On remarque une nette progression de la chimie, des pellicules, le déclin du textile, la stabilité de la répartition du chiffre d'affaires entre la France et l'étranger (1976 semble marquer un accroissement sensible de la part de l'étranger). RPSA réalise environ le tiers de la recherche française de la chimie (avec des chiffres de 787 millions en 1974 et 879 millions en 1975).

RPSA employait 11 600 personnes en 1975 (78 500 en France). Cet effectif était en diminution de plus de 3 000 personnes par rapport à 1974, à la suite notamment de fermetures d'usines dans le textile, et de l'arrêt de l'embauche. La proportion d'ouvriers dans l'ensemble est de 56 %.

La place de RP S.A. dans la chimie française et européenne

RP occupe une place prééminente dans la chimie française. Son suivant PUK (pour la fraction de ses activités chimiques) ne réalise qu'un chiffre d'affaires inférieur au tiers de celui de RP.

La totalité du secteur nationalisé (EMC, CdF Chimie, CFP/Total, Elf-Aquitaine) n'en représente que les trois quarts.

Cependant, comparativement aux géants allemands (Höchst, Bayer, BASF), la taille de RP est assez modeste puisqu'elle se situe entre 50 et 60 % alors que la chimie française dans son ensemble représente environ les deux tiers de la chimie allemande.

La structure de la production diffère aussi sensiblement. La part du textile, comprise entre 5 et 8 % pour les trois premières firmes allemandes, est bien inférieure à celle de RP (28 %). Globalement, la part de la parachimie (peintures, parfums...) est un peu plus développée en Allemagne.

En outre, l'internationalisation des grands groupes européens étrangers est plus développée que celle des groupes français, et notamment de RP.

Ces différences expliquent un accroissement du chiffre d'affaires un peu plus lent pour RP que pour ses principaux concurrents européens, des bénéfices moins élevés et donc des investissements moins importants. (Pour un chiffre d'affaires sensiblement équivalent, les bénéfices de RP ont été inférieurs ces dernières années de deux fois à ceux d'Akzo et de quatre fois à ceux de BASF et Hoechst...)



En définitive, la crise a sérieusement bousculé la chimie française :
- Ses coûts ont augmenté avec le relèvement des prix des matières premières (pétrole, phosphates principalement). Cette situation est commune avec les autres pays de la CEE mais non les USA qui

disposent sur leur territoire de ressources importantes.

- Les perspectives d'accumulation du capital sont plus incertaines : le caractère massif des investissements réclamés par la chimie de base se concilie mal avec une plus grande instabilité des rapports internationaux marqués par la volonté des pays pétroliers de se doter d'une industrie chimique et le renforcement de la concurrence des pays capitalistes développés sur un marché international en croissance ralentie.

- Le secteur textile résiste mal à la concurrence des productions importées du Tiers-Monde.

- Les pressions économiques des deux super-puissances (exemples des engrais) se font plus vives.

- Les principaux rivaux impérialistes de la chimie française plus puissants et moins vulnérables renforcent leurs positions.

CHIMIE : 2/ LA NATIONALISATION

Face à cet affrontement marqué, quelle stratégie de réponse la bourgeoisie s'efforce-t-elle de mettre en place ? Comment se situe par rapport à cette réponse la solution proposée par le PCF ? Il est nécessaire de souligner d'abord que celle-ci suppose « une large ouverture sur les marchés internationaux » (proposition de loi de nationalisation de RP déposée à l'automne par le PCF), c'est-à-dire le maintien en vigueur de la compétition inter-impérialistes et de la soumission aux lois de l'accumulation capitaliste fonctionnant au plan international. Il s'agit donc d'une solution bourgeoise ; il est nécessaire toutefois d'en préciser la spécificité. Dans ce but, on comparera les projets de la bourgeoisie actuelle et du PCF en les regroupant autour de trois thèmes : la restructuration du secteur chimique, l'amélioration à court terme de la compétitivité et le

redressement de la balance du commerce extérieur, la recherche d'une nouvelle place de la chimie française dans le monde.

LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR CHIMIQUE

La bourgeoisie s'est engagée d'une part dans la liquidation progressive de certaines productions textiles, les plus anciennes, dont la technologie s'est largement répandue dans le monde et pour lesquelles la proportion des frais de

main-d'œuvre dans les coûts est la plus élevée (acétate, rayonne, fibranne...) et d'autre part la réorganisation de la production d'engrais.

Pour étaler les fermetures d'entreprises dans le textile, la bourgeoisie a pris certaines décisions tendant à freiner la pénétration sur le marché intérieur de produits de consommation en provenance du Tiers-Monde : accords bilatéraux d'autolimitation, clause de sauvegarde pour chemises, chemisiers... Elle n'a cependant pu imposer aux bourgeoisies de la CEE l'adoption de mesures d'ensemble, plus étendues, seules efficaces pour protéger le marché français puisque les produits circulent librement au sein de la CEE. Cet exemple montre que l'ouverture des frontières sur les marchés extérieurs entraîne en permanence des reclassements au sein du capital, avec la liquidation plus ou moins rapide des productions les moins compétitives et leur cortège de chômage pour les travailleurs.

Dans le secteur très significatif des engrais, frappé à la fois par la concurrence des productions américaines (engrais phosphatés) et des pays de l'Est (engrais azotés), le gouvernement a décidé récemment, par transfert de la filiale APC de EMC à CdF-Chimie le regroupement de toutes les productions d'engrais du secteur public sous la direction de ce dernier groupe.

Les producteurs privés GESA et COFAZ sont incités à se rapprocher également, tandis que le sort de Gardinier et de la La Grande Paroisse, filiale de l'Air liquide est encore incertain.

Les difficultés de réorganisation du secteur privé des engrais s'expliquent par les rivalités des capitalistes en présence : RP dont la GESA est filiale voudrait avoir les mains libres dans le nouveau groupe tandis que la COFAZ hésite entre l'association avec un capitaliste français qui la dominerait, et l'alliance avec l'américain Agrico, deuxième producteur aux USA qui lui permettrait l'accès direct à une usine de phosphates aux USA. Ce projet d'alliance est bloqué depuis un an par le gouvernement.

Par cette réorganisation, la bourgeoisie cherche à éviter des sur-capacités de production par une

meilleure coordination des investissements, à réaliser des économies par la fusion des services commerciaux et administratifs. Pour servir les capitalistes, elle doit nécessairement s'accompagner de la mise au rebut des équipements les moins rentables et du licenciement d'une partie du personnel employé (ou du moins de mutations, de déqualifications, d'arrêt de l'embauche).

■ Les nationalisations inscrites dans le programme commun permettraient à l'union de la gauche au pouvoir de pousser nettement plus loin cette restructuration : le nouveau secteur public de la chimie verrait sa part du chiffre d'affaires global de la branche passer de 18 % à 51 % par extension à Rhône-Poulenc, aux activités chimiques de PUK et à Pierrefitte-Aubry, filiale de Paribas nationalisée avec les établissements de crédit.

Pour les engrais, la liaison EMC-CDF Chimie pourrait être étendue à la GESA et à la COFAZ pour ne former qu'un seul ensemble. Le projet propre de nationalisations du PCF, qui inclut l'Air Liquide, permettrait d'agrandir encore ce secteur par absorption de la Grande Paroisse.

Les restructurations et une plus grande coordination de la production pourraient intervenir pour :

- Les grands intermédiaires de la chimie organique (CdF-Chimie et Rhône-Poulenc). Le contrôle de cette production, partagé avec les pétroliers (CFP, BP...) serait concentré encore par la nationalisation de la CFP réclamée par le PCF.

- D'autres productions de chimie de base, dont la fabrication de chlore réalisée en quasi totalité par Rhône-Poulenc et PUK.

- Les produits pharmaceutiques (secteur public actuel et Rhône-Poulenc).

- La chimie fine (matières de base de la pharmacie et des produits de traitements des plantes).

Pour les grands intermédiaires, la réduction des gaspillages serait limitée car les investissements correspondants, vu leur taille considérable, font déjà l'objet d'une certaine concertation entre groupes concurrents.

Pour les productions spécialisées,

(pharmacie, chimie fine), la restructuration pourrait accroître l'efficacité de la recherche qui serait probablement rattachée plus étroitement à la recherche publique actuelle, dans le prolongement des accords conclus entre Rhône-Poulenc et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Dans le textile, Rhône-Poulenc réalise plus de 3/4 de la production de fils et fibres chimiques. Le changement de statut de propriété ne permettrait donc pratiquement pas d'«économie» nouvelle, non plus qu'il ne rendrait plus compétitives les productions réduites ou supprimées depuis deux ans (Péage de Roussillon...)

■ Enfin le PCF affirme encore que la meilleure coordination de la production dans le cadre de la «planification démocratique» permettrait d'accroître sensiblement la productivité. Cet accroissement ne doit pas être exagéré : même après restructuration, la taille des groupes français ne dépasserait pas celle des géants allemands qui resteraient des concurrents redoutables.

Pour conclure sur les restructurations, il est clair que le maintien et l'extension des avantages acquis par les travailleurs ainsi que, dans une économie ouverte à la concurrence internationale, la garantie de l'emploi est contradictoire avec l'amélioration de la compétitivité par réorganisation des structures de production.

Mais d'une façon générale, lorsque des économies sont possibles, la position concurrentielle de l'industrie française ne peut en être renforcée que si ce sont les travailleurs qui en font les frais (déplacements, déqualification, licenciements...). En effet que signifie d'autre la suppression des doubles emplois, la rationalisation de la production et de la recherche dans la chimie ? Supprimer les doubles-emplois, c'est-à-dire les situations où plusieurs entreprises concurrentes développent de façon partiellement anarchique leurs équipements, c'est chercher à réduire la dépense de travail nécessaire pour obtenir une certaine production. Par exemple dans le secteur de la parachimie, dont la restructuration est moins avancée que les autres, un assainissement des structures de production pourrait être réalisées

par regroupement d'activités, développement des innovations techniques sur la base d'unités de production plus importantes, rationalisation de la recherche et de la commercialisation. Mais toutes ces mesures ont justement pour but d'économiser du travail par un emploi plus rationnel des instruments productifs, de façon à réduire les coûts et d'être plus compétitif.

■ Or le PCF s'est engagé à ce qu'il n'y ait ni licenciement, ni perte de droits acquis, et même plus, que les travailleurs bénéficient des économies réalisées (réduction des horaires de travail, amélioration des salaires et des conditions de travail...). Comment concilier cet engagement avec l'impératif que «l'économie française ouverte sur le monde doit être une économie efficace» (A. Le Pors dans *France Nouvelle* du 16 mai dernier) ?

Si, contraint par la pression des travailleurs de la Chimie, le gouvernement de la gauche devait accorder certains avantages promis aujourd'hui (par exemple la 5^e équipe pour les feux continus, comme dans la sidérurgie, mais surtout des augmentations de salaires), il ferait tout pour les récupérer, et au-delà. Ceci par une aggravation de l'exploitation imposée grâce aux méthodes plus subtiles de la nouvelle «gestion démocratique» : celle-ci prévoit en effet la présence au niveau de l'atelier d'un délégué au comité d'entreprise sur lequel les travailleurs n'auraient qu'un pouvoir très limité et qui surveillerait l'application des décisions de la nouvelle direction. Car si les économies réalisées par la rationalisation de la production étaient absorbées par les conquêtes ouvrières, la production ne pourrait acquiescer cette compétitivité que le projet du PCF réclame pour être viable.

Pour lever cette incompatibilité entre la satisfaction des besoins des masses et la volonté d'être bien placé dans la compétition capitaliste internationale, le PCF avance sa solution miracle : développer la production pour employer tout le personnel libéré par les rationalisations. C'est son thème favori de la relance de la consommation popu-

laire que nous allons examiner maintenant dans le cadre des propositions à court terme du PCF pour sortir de la crise.

«AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ ET REDRESSER LA BALANCE COMMERCIALE» : à quelles conditions ?

La politique de la bourgeoisie dans la période est bien connue des travailleurs : par le plan Barre, elle cherche à améliorer sa compétitivité, à restaurer ses profits, à redresser la balance commerciale.

Le freinage des salaires permet d'accroître le taux d'exploitation des travailleurs. Associé à l'austérité budgétaire, il pèse sur la demande interne, donc l'activité économique, et entraîne la liquidation d'un certain nombre d'entreprises, le chômage, la réduction de l'embauche. Ce freinage de l'activité de production se traduit aussi par une moindre progression des importations. Ce facteur explique de façon prépondérante la réduction du déficit de la balance commerciale. La politique du plan Barre, faite d'agression contre le salaire et l'emploi des travailleurs, n'exclut pas certaines mesures limitées de relance, en liaison notamment avec les échéances électorales. Mais le retour au plein emploi des capacités de production, la reprise ne peuvent être attendus que de l'extérieur, faute de faire perdre à la bourgeoisie les avantages de son plan d'austérité... Mais cette reprise se fait attendre depuis des mois et ne se présente guère à l'horizon.

L'effet du plan Barre sur la chimie est inégal selon les productions. Pour les grands intermédiaires, on l'a vu, le taux d'utilisation des équipements est d'environ 70-80 % ; l'importation de produits pétroliers à usage pétrochimique et énergétique est ainsi plus modérée. Pour les productions destinées aux industries

de biens de consommation (peintures, vernis, colles, fibres chimiques, matières plastiques...), il y a un contraste entre une demande restée assez soutenue dans l'automobile (mais les perspectives sont à la baisse) ou la construction électrique et de mauvais résultats enregistrés dans le bâtiment, le textile et l'agriculture.

■ Face au plan Barre, la politique proposée par le PCF s'annonce diamétralement opposée : non seulement il serait possible de relancer massivement la consommation (et certains investissements) et ce immédiatement après l'accès de l'union de la gauche au pouvoir (relèvement des bas salaires, majoration des prestations sociales...) mais encore on rétablirait ainsi l'équilibre de la balance commerciale.

Le raisonnement du PCF suppose en premier lieu que cette relance par l'augmentation des revenus ne sera pas neutralisée par une inflation galopante. Admettons qu'un blocage effectif des prix soit imposé provisoirement. La chimie alimente abondamment les industries de biens de consommation (pharmacie, produits d'entretien, fibres textiles), le BTP (peinture, vernis, colles) et l'agriculture (engrais, insecticides...). Une relance de la consommation entraînerait bien celle de la demande de produits chimiques, dans un délai rapide. Mais celle-ci bénéficierait-elle aux capitalistes français ?

Rien n'est moins sûr pour les textiles et les engrais puisqu'on a déjà vu que la vive concurrence étrangère avait entraîné un *accroissement* de la part de l'extérieur sur le marché français malgré une *baisse* de la demande globale. Même si des gains de compétitivité pouvaient être atteints pour les engrais de la restructuration du secteur (sur le dos des travailleurs) celle-ci ne produirait ses effets qu'avec le temps.

Il faudrait donc étendre considérablement les protections douanières déjà mises en place par la bourgeoisie actuelle (clauses de sauvegarde, contingentement des importations, accords bilatéraux) ou subventionner massivement les productions françaises, faisant ainsi payer les travailleurs par le biais de l'impôt.

On pourrait s'attendre aussi, comme le déclarait récemment Fiterman, à une vigoureuse campagne «achetez français», les entreprises nationalisées, peu présentes d'ailleurs dans les industries de consommation ou le commerce étant incitées à donner l'exemple.

Mais l'union de la gauche ne ne serait pas plus en mesure que le gouvernement actuel de la bourgeoisie de maîtriser l'ampleur, la durée et l'efficacité de la protection du marché intérieur, puisqu'elle ne remet pas en cause la CEE ni les accords commerciaux conclus avec les autres grands pays capitalistes ou certains pays du Tiers-Monde. Et le gouvernement PC-PS hésiterait à s'engager dans une voie pouvant conduire à la guerre commerciale avec des pays comptant pour plus des 3/4 dans les échanges extérieurs chimiques.

D'ailleurs la relance de la consommation rendrait de toute façon inévitables certaines importations supplémentaires : produits pétroliers, certains grands intermédiaires pour lesquels les capacités de production sont insuffisantes en France et pour lesquels une coordination des approvisionnements fonctionne au sein de la CEE pour assurer une meilleure utilisation des unités de production installées qui sont, on le rappelle de fortes capacités.

Il faut signaler aussi une autre cause d'accroissement des importations liée au taux de pénétration élevé, pour certains produits fins (pharmacie, phytosanitaire, colorants, produits photographiques...) des investissements étrangers : les filiales étrangères installées en France importent une large part de leur consommation intermédiaire de leur maison mère.

■ En conséquence, la relance massive de la consommation en France a toutes chances, avec le maintien de la France dans la compétition interimpérialiste, non remis en cause par le PCF de ne pas garantir durablement le maintien de l'emploi dans les secteurs les plus menacés (les usines du type de celle de Rhône-Poulenc Textile fermée au Péage de Roussillon n'auraient pu espérer au mieux qu'un certain prolongement d'activité), d'accroître considérablement les importations sans compensation des exportations équivalentes, en l'absence de

relance simultanée dans les autres grands pays capitalistes. Il en résulterait une aggravation du déficit extérieur, une baisse du franc, et une accélération de l'inflation par renchérissement des importations.

Soit il faudrait alors faire accepter cette inflation aux travailleurs, ce qui annulerait la dynamique de la relance. Mais les profits des capitalistes seraient alors laminés. Dans le secteur public, une puissante mobilisation pour la production tenterait sans doute d'augmenter la productivité. Dans le secteur privé, ce serait sans doute plus difficile, car ces entreprises seraient moins encadrées par l'Etat que le secteur public. Le patronat privé ne coopérerait pas à une politique qui ne serait pas suffisamment rentable pour lui, et réclamerait aides à l'investissement et subventions sous menace de licenciement. Les travailleurs paieraient en définitive sous forme d'impôts ce qu'ont leur aurait enlevé autrement par la hausse des prix.

En définitive, la relance massive de la consommation proposée par le PCF, et examinée ici dans le cadre de ses incidences sur la chimie, apparaît profondément contradictoire avec la nature bourgeoise de son projet qui implique la poursuite de la compétition interimpérialiste dans une situation où l'impérialisme français est à la fois profondément imbriqué avec ses principaux concurrents et accuse vis-à-vis d'eux une faiblesse relative incontestable.

Mais le projet du PCF permet-il d'envisager la participation de la France à cette compétition interimpérialiste selon un modèle nouveau ? Cette question renvoie à la fois à la nature des échanges internationaux de marchandise et aux mouvements du capital à l'échelle internationale.

UNE NOUVELLE PLACE DE LA CHIMIE FRANÇAISE DANS LE MONDE ?

Dans l'analyse de la crise dans la chimie, on a vu que l'aggravation

de la concurrence internationale dans certains secteurs conduisait à une réponse défensive de la bourgeoisie actuelle sous forme de liquidation et de restructuration de l'appareil de production. Mais les tentatives de réponse à la crise ne se limitent pas à cela : elles mettent en œuvre également une politique plus offensive de «redéploiement» touchant aux échanges de marchandises et de capitaux à l'échelle internationale.

On a vu que les échanges de produits chimiques avec les grands pays capitalistes représentaient plus des 3/4 de l'ensemble, les exportations ne dépassent pas 80% des importations.

Dans le cadre des travaux du VII^e plan sur la chimie, la bourgeoisie a souhaité une réduction de la dépendance en importations par «le renforcement du potentiel de production» et le maintien de «capacités adéquates... aux différents stades de production sur les grandes filières industrielles». Le rapport de la Commission de l'Industrie du VII^e Plan ajoute encore qu'il est «nécessaire d'accroître massivement nos ventes dans les pays industrialisés».

Cette double volonté exige des investissements importants aussi bien en équipements qu'en recherche. Or la crise a laminé les profits des capitalistes de la chimie. Ils ont donc été contraints à des arbitrages : c'est ainsi que Rhône-Poulenc envisage de suspendre ses investissements pétrochimiques (et de s'approvisionner en Europe du Nord) pour employer ses capitaux plutôt dans la chimie fine, la pharmacie, le phytosanitaire, produits plus rentables à condition de les exporter largement. Cette politique conduit donc à une plus grande imbrication de la chimie française avec les marchés des principaux pays capitalistes développés. Les objectifs mis en avant par le PCF sont tout à fait proche de ceux de la bourgeoisie actuelle sur les importations (réduction structurelle) et sur les exportations : «recherche d'une balance équilibrée ou bénéficiaire dans les produits les plus élaborés» déclare la proposition de loi de nationalisation de Rhône-Poulenc.

Dossier nationalisation

Pour y parvenir le PCF admet la nécessité d'intensifier les échanges avec les pays capitalistes développés où se trouve le principal marché. Mais, obligé d'admettre que cette orientation — qui est celle de la bourgeoisie actuelle — entraîne une dépendance accrue de la chimie française du marché mondial, il prétend contrebalancer cette tendance par une extension des rapports avec le Tiers-Monde et les pays de l'Est.

Remarquons tout d'abord que cette «reconversion» ne pourrait être que très lente compte-tenu de l'imbrication actuelle de la chimie française dans un réseau serré de dépendances techniques et économiques. D'autre part cette réorientation se heurterait au niveau de développement et à la structure des besoins peu ouverte sur les produits très élaborés de la plupart des pays du Tiers-Monde et de nombre de pays de l'Est. Ce qui supposerait donc des réorientations de la production pour s'adapter à ces nouveaux marchés.

Examinons plus en détail, à la lumière de la situation actuelle et des projets du PCF les contradictions que comporte cette politique de redéploiement.

Les échanges avec le Tiers Monde

Vis-à-vis des pays du Tiers-Monde, la bourgeoisie essaie de tirer profit des ressources collectées par les pays qui ont réussi à imposer une relèvement du prix de leurs matières premières, et d'obtenir des garanties d'approvisionnement.

Dans le domaine de la chimie, on a vu que les pays producteurs de pétrole étaient principalement demandeurs de technologie de production et de transformation des grands intermédiaires pétrochimiques. La paiement de ces exportations de technologie s'effectue soit sous forme de pétrole, soit le plus souvent, par la production des usines installées. Mais la plupart de ces nouvelles installations sont orientées vers l'approvisionnement du marché mondial. Leur développement aboutit de fait à la délocalisation partielle vers les pays du Tiers-Monde concernés de productions qui auraient été réalisées autrement dans les pays développés, ce qui menace

l'emploi dans ces pays (et notamment la France) et réduit leur maîtrise sur la chaîne des productions chimiques.

Les «échanges mutuellement avantageux» avec les pays du Tiers-Monde proposés par le PCF auraient-ils un autre contenu et d'autres conséquences ?

Le PCF prétend que ces nouveaux rapports économiques avec le Tiers-Monde pourraient à la fois aider la France à sortir de la crise et contribuer aux progrès des pays du Tiers-Monde dans la voie de l'indépendance économique. Nous allons voir que ces deux «objectifs» sont incompatibles dès lors que la contrainte de la compétitivité de l'économie française régle le fonctionnement de celle-ci.

● Alors que les groupes pétroliers et chimiques des USA ou de la CEE sont contraints d'accepter de plus en plus le paiement de leurs exportations vers le Tiers-Monde par des produits transformés (par exemple des grands intermédiaires de la chimie), le PCF ne pourrait se dérober à cette juste exigence ce qui se traduirait par la contraction des possibilités de production nationale de ces mêmes produits. Dans ces conditions le PCF ne peut prétendre assurer un large développement des bases nationales de la chimie française.

● Mais la solution proposée par le PCF n'est-elle pas d'étendre l'exportation vers le Tiers-Monde des produits élaborés ? Notons que cela ne serait que la poursuite des efforts actuels de la bourgeoisie de se spécialiser davantage dans la division internationale de travail. Mais surtout cela rencontrerait les mêmes limites qu'actuellement : faible extension du marché du Tiers-Monde pour ses produits, existence d'une très forte concurrence interimpérialiste, faible compétitivité de la production française. Pour surmonter ces obstacles il ne resterait qu'une solution : intensifier l'exploitation des travailleurs de la chimie.

● Le PCF entend-il contribuer à l'émancipation économique du Tiers-Monde en payant plus cher les matières premières qui en proviennent ? Il n'est guère précis sur ce point. Précisons donc à sa place. Ou bien, comme tout incite à le penser, le PCF se garderait bien de faire de la «surenchère» et il

prendrait sa place dans le concert des pays impérialistes exploités du Tiers-Monde. Ou bien il accepterait de payer son pétrole plus cher que le prix mondial, par exemple à un prix véritablement indexé, et alors dans les conditions de la concurrence mondiale — les produits réalisés à partir du pétrole (toute la chimie organique et les secteurs employant ces produits) coûteraient plus chers et ne seraient plus vendables.

En fin de compte l'idée que le PCF tente d'accréditer c'est que la France — pays impérialiste dans sa structure profonde actuelle — et le Tiers-Monde auraient des «intérêts convergents», et d'esquiver ainsi les choix fondamentaux.

Les échanges avec les pays de l'Est

Vis-à-vis des pays de l'Est, on a vu aussi que les échanges de la bourgeoisie française étaient contradictoires puisque les exportations de technologie sont liées souvent à des «compensations» ou obligations d'importer des produits finis (cas des engrais). Les conditions de ce type d'échanges résultent d'un rapport de forces : l'Allemagne aujourd'hui peut obtenir des contrats plus avantageux simplement parce qu'elle a moins besoin d'étendre ses échanges vers les pays de l'Est que la France, moins bien placée dans la concurrence interimpérialiste.

L'Union de la Gauche au pouvoir, confrontée à des pressions plus vives des autres pays capitalistes serait en position de plus grande faiblesse encore pour négocier des approvisionnements de pétrole, gaz ou charbon, des exportations de technologie, ou des associations de production conjointe, notamment avec l'URSS. Pour obtenir de tels contrats, le gouvernement PC-PS ne devrait-il pas accepter des conditions politiques draconiennes ? Que gagneraient les travailleurs français de cette dépendance renforcée à l'égard de la superpuissance soviétique ?

Exportations de capitaux

La bourgeoisie réagit encore à l'extension du contrôle des pays du Tiers-Monde sur leurs ressources naturelles et à l'accentuation de la

rivalité interimpérialiste par l'exportation de capitaux :

—pour assurer ses approvisionnements (aux USA, CdF Chimie a acheté une mine de charbon, Elf a acquis des participations dans plusieurs petits gisements de pétrole et de gaz, puis le contrôle d'une société charbonnière, Rhône-Poulenc s'installe au Sénégal...)

—pour diversifier géographiquement ses productions et étendre ses marchés (Elf envisage d'acquérir aux USA un réseau commercial pour ses productions spécialisées ; Rhône-Poulenc intervient aussi en Inde, en Corée, au Japon pour faciliter sa pénétration du marché local de produits pharmaceutiques et phytosanitaires). Cette stratégie permet une meilleure adaptation aux caractéristiques du marché local que de simples exportations, la réduction des frais de transport, le contournement des protections douanières.

—pour améliorer la compétitivité de certaines fabrications en recourant à de la main d'œuvre à bas prix dans les pays du Tiers-Monde, quitte à ce que cette production nouvelle concurrence celle de la métropole (implantation de Rhône-Poulenc Textile en Asie, notamment en Thaïlande).

L'exportation de capitaux est caractéristique de la stratégie des groupes impérialistes : les trois géants allemands de la chimie (Bayer, Hoechst, BASF) envisageant de réaliser en 1977 le tiers de leurs investissements à l'étranger.

Le PCF condamne ces exportations de capitaux parce qu'elles entraînent la fermeture en France d'usines en état de marche et une plus grande dépendance vis-à-vis de l'étranger. De tout cela, les travailleurs font la douloureuse expérience.

En réalité le PCF reste dans le vague sur le devenir des filiales à l'étranger des sociétés françaises (il se plaît d'ailleurs à souligner le dynamisme à l'étranger de la Régie Renault par exemple). Que deviendront les usines de Rhône-Poulenc à l'étranger et celles de PUK... Tout conduit à penser que rien ne changera de ce côté là. D'autre part que sont en réalité les co-productions que le PCF entend développer, avec les nouveaux partenaires de la France (par exemple l'Algérie ou

l'URSS) sinon des exportations de capitaux à peine déguisées : les programmes coopératifs avec l'Algérie ne seraient en effet qu'une forme nouvelle de la politique impérialiste actuelle de création de société avec une participation de capitaux français.

La participation à l'édification d'une industrie chimique tournée vers le marché mondial dans les pays pétroliers, les contrats avec «compensations» conclus avec les pays de l'Est ne sont que des formes d'exportation du capital conduisant à une plus grande dépendance de l'étranger pour les approvisionnements en produits de base, et au freinage des emplois en France.



De cette étude de la nationalisation de la chimie se dégagent quelques conclusions partielles :

● Le PCF indique très nettement que le développement de la chimie française passe par une meilleure place sur le marché mondial. Cette place ne pourrait être acquise qu'en intensifiant les échanges avec les pays capitalistes développés, en approfondissant la division du travail du Tiers-Monde et les pays de l'Est, en poursuivant sous des formes nouvelles l'exportation des capitaux. Tout cela ne marque aucune rupture avec le caractère impérialiste de la chimie mais au contraire une accentuation de ce caractère.

● L'affirmation du PCF que l'existence d'un marché intérieur fort, qu'une relance de la consommation permettrait de constituer, est la garantie de la sortie de la chimie de la crise, fait complètement abstraction des caractéristiques structurelles de la chimie française et de l'ensemble de l'économie. La relance de la consommation — Outre son aspect très conjoncturel — ne peut déboucher sur une consolidation durable de la production nationale qu'en ayant recours à un protectionnisme durable et systématique visant à protéger l'économie de la concurrence internationale et des pressions des autres impérialismes. Or cette mesure serait incompatible avec les objectifs affichés par le PCF dans le domaine des relations internationales qu'il préconise par ailleurs.

● En fin de compte le redressement de la chimie française que promet le PCF ne repose que sur un aspect, d'une portée aujourd'hui fort limitée : la possibilité de rationaliser plus complètement les structures de production de la chimie notamment dans les secteurs où l'anarchie capitaliste subsiste encore au niveau national (parachimie par exemple).
● Mais qui paiera en fait cette nationalisation comme les efforts pour être compétitif ? Les travailleurs que le PCF tente de gagner à son projet par la promesse de vivre mieux mais qui au nom de la défense de l'intérêt général, de l'intérêt national seraient appelés à faire des efforts... en attendant des jours meilleurs !